LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8630 - SAMEDI 31 OCTOBRE 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

72e ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION DE LIBERATION

NOVEMBRE
LE SERMENT FONDATEUR DE L'ALGÉRIE



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

RÉUNION DES 22

LE GROUPE QUI A CHANGÉ LE COURS DE L'HISTOIRE

La réunion du groupe des vingt-deux a été décisive. Il en a résulté la nécessité d'enclencher une insurrection armée contre le colonialisme français. Ses membres, réunis dans le plus grand secret le 25 juin à El-Madania (Alger), tous issus de l'Organisation spéciale (OS), ont posé ce jour-là les bases de la Révolution nationale.



Leur rencontre décisive a permis de surmonter les divisions internes du PPA-MTLD et d'amorcer le passage à l'action. En orchestrant le déclenchement de la Révolution du 1er novembre 1954, ces militants ont donné naissance au Front de libération nationale (FLN), marquant ainsi le point de départ d'une guerre de libération qui allait transformer l'histoire de l'Algérie.

Durant 132 ans de colonisation, le peuple algérien subit une expropriation systématique de ses terres et une marginalisation sociale et économique. À partir du début du XXe siècle, les famines, les épidémies et une pauvreté écrasante devinrent le quotidien de la majorité des habitants. Le bon ordre de l'injustice et de l'inégalité a été institutionnalisé par la puissance coloniale. Le désir de liberté et les premières résurrections anticoloniales poussent le peuple à s'organiser et inscrire la question algérienne dans un cadre politique.

La mobilisation des jeunes Algériens en 1914, à la veille de la première guerre mondiale et une législation partiale et injuste privant les autochtones de nombreux droits élémentaires, ont fait que ces nouvelles recrues musulmanes ne pouvaient aspirer à devenir des citoyens de plein droit et de ce fait elles ne devaient rester que sujets français. Cette situation favorisa la naissance et la montée du nationalisme algérien au début des années 1920 et, qui se développa durant l'entre-deux-guerres. Un courant nationaliste essentiellement porté par l'association des oulémas musulmans d'Ibn Badis, par Ferhat Abbas ou encore par Messali Hadj qui a été élu à la tête de l'Etoile nord-africaine (ENA) dès 1926.

La création du Parti du Peuple Algérien (PPA) en 1937 par Messali Hadj, à la suite de la dissolution de l'Étoile Nord-Africaine (ENA) la même année, a marqué une nouvelle étape dans la diffusion des idées indépendantistes. Rapidement, le mouvement gagne en ampleur, mais il est à son tour dissous par décret en 1939, et ses principaux dirigeants, dont Messali Hadj, sont condamnés à de lourdes peines. Néanmoins, le PPA poursuivra ses activités dans la clandestinité, renforçant la détermination des militants à lutter pour l'indépendance de l'Algérie.

La répression sanglante des manifestations du 8 mai 1945 a provoqué la radicalisation des nationalistes algériens. En 1946, Ferhat Abbas fonde l'Union Démocratique du Manifeste Algérien (UDMA), tandis que Messali Hadj crée le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) à la suite de la dissolution du Parti du Peuple Algérien (PPA). L'année suivante, en 1947, l'Organisation Spéciale (OS) voit le jour, grâce à la participation de jeunes militants nationalistes, parmi lesquels Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed et Mohamed Boudiaf, entre autres.

LA TURBULENTE RELATION ENTRE LE PPA ET LE MTLD

Cette structure militaire clandestine du parti, considérée comme le bras armé du mouvement, était chargée de préparer la lutte armée contre la colonisation française. Pour parfaire l'organisation de l'OS, Aït Ahmed poursuivit sa mission en formant les militants à l'usage des explosifs, à leur fabrication et à la maîtrise des transmissions.Selon le dictionnaire de la guerre d'Algérie, les deux partis politiques le PPA-MTLD, qui prônait l'indépendance était entre 1951 et 1954 en proie à une lutte interne, ils avaient traversé plusieurs épreuves, notamment la crise dite «berbériste». A partir de 1952, un conflit s'installe entre Messali et le comité central du MTLD, favorable à la création d'un Congrès national algérien. Opposé à ce projet, Messali réclame les pleins pouvoirs.

Cependant la création du groupe des 22 par le CRUA a permis surmonter le conflit qui avait éclaté un an auparavant, notamment avec le doyen du mouvement, Messali Hadj, son charisme, nourri par un passé militant, avait atteint des sommets, entraînant à un culte de la personnalité et une tendance au zaïmisme. Face à cela, le Comité central critiquant les dérives du zaïm, avait décidé de rompre avec le «patriarche».

Dans l'optique de réconcilier ces tendances, le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (CRUA) voit le jour en mars 1954. Comme son nom l'indique, il vise l'action armée et devient rapidement une force autonome. En juin, le CRUA, passe à l'organisation et convoque les 22 pour viser l'objectif de la lutte pour l'indépendance.

Le Groupe des 22 s'est rassemblé dans la maison du militant Lyès Derriche. Les militants présents étaient issus de l'OS, le bras armé du PPA-MTLD, créée en 1947 pour préparer le soulèvement révolutionnaire. A ce rassemblement des 22 ont assisté des figures célèbres de la Révolution algérienne : Othmane Belouizdad, Mostefa Ben Boulaïd, Ramdane Benabdelmalek, Benmostefa Benaouda, Lakhdar Bentobal, Rabah Bitat, Zoubir Bouadjadj, Saïd Bouali, Ahmed Bouchaïb, Mohamed Boudiaf, Boudjemaa Souidani, Abdelhafid Boussouf, Lyès Derriche, Didouche Mourad, Abdessalam Habachi, Abdelkader Lamoudi, Larbi Ben M'Hidi, Mohamed Mechati, Slimane Mellah, Mohamed Merzoughi, Badji Mokhtar et Youcef Zighoud.

Présidée par Ben Boulaïd, la réunion a posé les jalons d'une dynamique inéluctable. Parmi les recommandations de la réunion du Clos Salambier, la création de cinq zones dirigées par les coordinateurs du CRUA : la zone 1 Aurès-Nememcha dirigée par Ben Boulaïd, la zone 2 Nord-Constantinois (Didouche), la zone 3 Kabylie qui devait être dirigée par Belkacem Krim (absent à la réunion), la zone 4 Algérois (Bitat) et zone 5 Oranie (Ben M'hidi). Boudiaf devait assurer la coordination avec la délégation extérieure au Caire (Aït Ahmed, Ben Bella et Khider).

Très vite le CRUA prend le nom de FLN et crée son bras armé, l'Armée de Libération Nationale (ALN). La date de la Toussaint, le 1er novembre, est retenue comme point de départ de la Révolution. Une proclamation signée par le Secrétariat général est rédigée, reproduite à la ronéo à Ighil Imoula (Tizi Ouzou) avant d'être distribuée en Algérie pour atterrir en Egypte et lue à la radio Sawt al-Arab du Caire.

Amel Saïdi

UNE SEMAINE AVANT LE DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

La réunion des Six a scellé le destin de l'Algérie

LE 23 OCTOBRE 1954, six hommes se sont réunis dans une modeste maison de Raïs Hamidou, à Alger. De cette rencontre allait jaillir la décision irrévocable de libérer le pays du joug colonial par la lutte armée. L'Algérie entière rend hommage à ces hommes en cette journée historique, qualifiée désormais de tournant fondateur ayant ouvert la voie à la glorieuse Révolution du 1er Novembre 1954.

La réunion du groupe des Six représente pour l'Algérie le socle sur lequel s'est bâtie la lutte pour la libération du pays. Par leur courage et leur clairvoyance, ces dirigeants ont su faire de la volonté d'un peuple un projet de libération national. La portée historique de cette rencontre ayant réuni Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Ben Boulaïd, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat, reflète la vision et la détermination de ces hommes qui pu transformer le destin du peuple algérien. La commémoration de cet événement constitue une halte de recueillement et de fidélité envers des hommes qui ont cru en leur cause et se sont armés de détermination et de loyauté. Les six dirigeants croyaient profondément que l'heure du salut avait sonné et que l'ère du silence était révolue. Leur réunion fut l'annonce de la naissance du FLN et du déclenchement de la lutte nationale armée.

Cette rencontre, qui s'était tenue au domicile du moudjahid Mourad Boukechoura à Raïs Hamidou, avait marqué la transition du militantisme politique vers l'action armée et a ouvert l'ère de la lutte nationale organisée.

Ainsi, ces chefs historiques ont su transformer la colère d'un peuple opprimé en une stratégie claire et unifiée, fondée sur la naissance du Front de libération nationale. Ce front a été, alors, le cadre politique et moral d'un combat collectif, rassemblant toutes les forces patriotiques autour d'un même mot d'ordre, celui de l'indépendance totale de l'Algérie, sans concession aucune.

Lors de cette rencontre historique, la force morale de ces hommes qui ont su unir leurs convictions et dépasser les divergences idéologiques pour servir une cause supérieure à la libération de la patrie, a été, on ne peut plus démontrée.

Pour l'Algérie entière, la réunion du 23 octobre 1954 ne fut pas seulement un acte politique, mais un engagement moral total, né de la conviction que la dignité du peuple ne pouvait se reconquérir que par le sacrifice. La portée intemporelle du message légué par ces dirigeants historiques est qualifiée par les historiens de phare et de référence dans la poursuite de l'édification nationale. C'est un legs qui demeure vivant dans la voie que suit aujourd'hui le pays pour l'édification d'une l'Algérie moderne. La Révolution algérienne contre le colonisateur, ayant suivi la rencontre des héros de la Nation, n'est pas une simple étape de l'histoire de l'Algérie, mais un modèle de persévérance et un symbole universel de dignité. Par son écho international, elle a inspiré les mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine, tout en faisant résonner la voix de l'Algérie libre jusque dans les couloirs des Nations unies.

L'Algérie célèbre chaque année le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre.

Une commémoration qui reste et restera toujours d'actualité, qui parle aux jeunes générations et fait revivre la grandeur du sacrifice de tout un peuple pour recouvrer sa liberté. Une date qui reste vivante dans les mémoires et constitue le socle de l'unité nationale.

Sihem Bounabi

PROCLAMATION DU 1er NOVEMBRE

LA VOIE DE LA LIBÉRATION ET DE LA SOUVERAINETÉ

Le déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954 contre le colonisateur français n'était ni un acte improvisé ni une réaction isolée, mais l'aboutissement de longues années de résistance et de lutte pour l'indépendance du peuple algérien. Il s'inscrit dans un processus historique profond, nourri par les combats militaires, culturels et sociaux menés par le peuple algérien dans toutes les régions du pays face à la domination coloniale française.



Pour les historiens, la réunion du groupe historique des Six, le 23 octobre 1954 à Alger, a constitué un tournant décisif ayant amorcé cette révolution armée pour la libération du colonialisme français abject, qui a abouti, sept ans et demi plus tard, au recouvre ment de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

Ce groupe historique des Six, ayant regroupé les héros et chefs Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Ben Boulaïd, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat, ont cru en leur cause et se sont armés de détermination et de loyauté. Visionnaires, ils étaient animés par la conviction profonde que l'heure du salut avait sonné et que l'ère du silence était révolue.

Ce sont eux qui ont permis enfin la naissance du Front de libération nationale, rejetant les jeux malsains des autres partis politiques, leurs atermoiements idéologiques et leurs hésitations. Ce sont eux qui ont permis l'annonce de la proclamation du déclenchement de la lutte nationale.

Cette proclamation va devenir, jusqu'à aujourd'hui, un message éternel, un phare et une référence dans la poursuite de l'édification de la patrie. Cette proclamation historique, suivie par la mobilisation populaire, est devenue une école d'humanité et un modèle unique de persévérance pour la dignité, ayant inspiré les mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Rapidement, le message du groupe des Six a retenti dans les couloirs des Nations unies, chez les Non-alignés et dans les consciences des peuples épris de liberté dans le monde.

C'est pour toutes ses raisons que l'Algérie demeure fidèle à la commémoration de cette date. Car, c'est un moment exceptionnel de communion et d'hommage aux millions de martyrs qui se sont sacrifiés, depuis juin 1830, pour notre liberté, nos valeurs et notre foi.

UN MESSAGE AUX COURANTS EXTRÉMISTES EN FRANCE

Pour toutes les générations, fêter cette date est plus qu'un symbole, c'est une leçon de fierté nationale, de recueillement, de mémoire et surtout d'appartenance à une nation qui s'est levée contre le joug colonial.

Aujourd'hui, pour la jeunesse algérienne, cette date est un catalyseur pour le ressourcement, la communion et un ciment autour de son identité nationale et de son histoire millénaire. La commémoration cette année en Algérie intervient au moment où en France, l'ex-puissance coloniale, les courants extrémistes et xénophobes développent un discours violent, acharné, vantant la colonisation, et déniant les crimes, les tragédies, les destructions, les disparitions, les exils forcés ainsi que les spoliations et expropriations.

On s'entête à rejeter la barbarie d'un siècle et demi, les politiques abominables et l'appauvrissement systématique de tout un peuple, sacrifié pour les intérêts de l'Empire colonial, de sa bourgeoisie, de ses colons amenés en masse et autres émigrés devenus «pieds noirs».

Le peuple algérien a subi une véritable épuration ethnique, victime d'une politique génocidaire, subissant des atrocités incroyables pour vider son territoire et abandonner ses terres ancestrales, afin de faciliter l'installation de ces «Européens» à la recherche de nouvelles ressources et de nouvelles richesses.

C'est pourquoi la célébration de cette date revêt un caractère particulier : montrer les sacrifices de nos martyrs, mais aussi rappeler les crimes contre l'humanité commis par les armées françaises.

C'est montrer également un attachement ombilical à cette mémoire collective des Algériens, dont il est impossible de renoncer.

Mohamed Kouini

Quand l'écho de la Révolution résonne à travers toute l'Algérie

COMME chaque année, les Algériens commémorent le 1er Novembre 1954. Une date ancrée dans les mémoires, qui rappelle le déclenchement de la lutte contre le colonisateur français qui l'avait asservi 132 ans durant. Ce soulèvement s'est soldé, sept ans après, par la libération d'un peuple déterminé à arracher son indépendance. La lutte armée pour la libération de l'Algérie a duré plus de 7 ans et a fait un million et demi de martyrs. Une guerre largement soutenue par des hommes et des femmes dont un grand nombre sont tombés au champ d'honneur.

Constatant que la lutte pacifique était vaine et qu'il fallait passer à l'action, le Front de libération nationale (FLN) a lancé un appel au peuple algérien pour libérer le pays et restaurer «l'Etat algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques» ainsi que «le respect de toutes les libertés fondamentales, sans distinction de race et de confession». Dans la nuit du 31 octobre au 1er Novembre 1954, le FLN a manifesté son existence en mettant à exécution des opérations révolutionnaires à travers le territoire national, et ce avec peu de moyens. En un laps de temps, le mot d'ordre des «Six», qui s'étaient réunis une semaine plus tôt à La Pointe Pescade, avait été largement suivi.

Le gouvernement français parlait alors d'«attentats d'inégale gravité, commis par des petits groupes isolés». Il les appelait les «rebelles», les «terroristes» ou les «hors-la-loi».

La presse française s'était alignée sur la vision de Paris, mais personne, au lendemain du déclenchement de ce qui allait être la révolution algérienne, ne savait exactement qui était derrière ces inattendues attaques. L'Algérie subissait l'injustice et l'inégalité des plus abjectes et les conditions de vie des «indigènes» étaient des plus précaires.

Le déclenchement de la lutte armée pour la libération de l'Algérie n'était en fait que l'aboutissement d'un long et dur combat mené par le peuple algérien avec des programmes hardis et héroïques, et ce dès le premier jour de l'arrivée des troupes d'occupation le 17 juin 1830 à Sidi Fredj.

Depuis, plusieurs mouvements avaient été créés par des activistes dès le début du XXe siècle. Bien avant la création de l'Etoile nord-africaine, le 2 mars 1926 à Paris, par des communistes algériens membres du PCF, tels Abdelkader Hadj Ali et Messali Hadj, l'Emir Khaled, arrière-petit-fils de l'Emir Abdelkader créa un «mouvement nationaliste algérien» en 1920 en Algérie. Précurseur de l'«éveil révolutionnaire» chez les intellectuels algériens, l'Emir Khaled était perçu comme un personnage fascinant et intrigant à la fois. C'est lui qui avait réussi, près d'un siècle plus tôt, à imposer le concept de «Nation algérienne».

Les conditions de vie des Algériens étaient des plus précaires : pauvreté, famine, isolement et ségrégation, notamment concernant l'école qui était réservée d'abord aux Français et aux fils des bachaghas et des caïds. Rappelons le «Code de l'indigénat» qui fut adopté en 1881, réduisant les autochtones «à l'état d'esclaves».

Ce code assujettissait les Algériens aux travaux forcés, à l'interdiction de circuler la nuit, aux réquisitions, aux impôts (taxes) et à un ensemble d'autres mesures tout aussi dégradantes.

Il y eut ensuite la création du PPA (Parti du peuple algérien), œuvre de Messali Hadj, du MTLD (Manifeste pour le triomphe des libertés démocratiques), qui avait précédé l'OS (Organisation spéciale, qui avait une vision d'action directe), avant la création du CRUA (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) qui allait aboutir au FLN et son bras armé l'ALN (Armée de libération nationale). Cette ALN qui a fait agenouiller la «puissante» France, pourtant aidée par l'OTAN à tuer plus d'un million et demi de personnes. Deux ans après le déclenchement de la guerre de libération, soit en 1957, les moudjahidine contrôlaient déjà une partie des campagnes. Ainsi, la guerre s'étendit aux villes jusqu'à la «bataille d'Alger». Les Français ont dû alors recourir à des méthodes de plus en plus rudes : villages incendiés, torture largement pratiquée, déportation des populations, barrages électrifiés, etc., et ce afin d'isoler le commandement général du FLN.

En France, le prolongement de la guerre d'Algérie contribua à la faillite de la IVe République et au retour au pouvoir du général de Gaulle.

Alors que la Révolution algérienne ne désarmait pas et que l'isolement international de la France s'accroissait, De Gaulle dut se prononcer, en septembre 1959, en faveur du référendum des Algériens pour l'autodétermination. Des négociations s'ouvrirent alors avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

Le 18 mars 1962, un accord de cessez-le-feu fut signé à Évian entre les représentants du FLN et les autorités françaises. En juillet, l'Algérie vota, à une écrasante majorité, pour son indépendance. La guerre de libération nationale fut l'une des plus longues guerres pour l'indépendance et la souveraineté.

Amel Saïdi

SOUDAIN LA NUIT DE LA TOUSSAINT A SONNÉ LA RÉVOLTE

L'Algérie était calme et le ministre de l'Intérieur avait encore à l'esprit les propos entendus à Alger lors de la séance solennelle de l'Assemblée algérienne qui affirmaient qu'elle devait le rester



Il est environ minuit trente lorsque le patron de la Sécurité générale en Algérie rentre chez lui. Contre toute attente, le téléphone retentit. Au bout du fil, le chef des Renseignements généraux à Alger : «Monsieur le Directeur, des bombes viennent d'éclater dans Alger peu avant une heure. Cela m'est signalé par deux commissariats d'arrondissement. Je n'ai pas encore d'informations précises».

Dans les heures qui suivent, d'autres appels vont alerter Jean Vaujour. Huit semaines après le conclave des «22» au Clos-Salembier et huit jours après la réunion des «six» à Pointe-Pescade, les «Novembristes» viennent de déclencher la guerre de Libération nationale. Les radars des services de police et de renseignements ont été pris de court par la nuit salutaire du 31 octobre au 1er novembre.

Il quitte le froid, la neige et la grisaille de l'Alsace pour le soleil et le ciel «bleu azur» de la Méditerranée. Après trois années passées à Mulhouse, dans le bureau à porte capitonnée dédié à M. le sous-préfet, Jean Vaujour (1914-2010) gagne en galons. Contre toute attente, de nouvelles perspectives s'ouvrent à sa carrière préfectorale. Ce sera en Algérie, huit ans après les événements de mai 1945. Nous sommes en mars 1953. La IVe République — la plus instable des cinq — vit ses ultimes années. La France est alors dirigée par le gouvernement de René Mayer, député de Constantine et chef de file de la grande colonisation à l'Assemblée nationale.

Encarté «radical» comme le président du Conseil, le ministre de l'Intérieur, Charles Brune, convie Jean Vaujour à une rencontre place Beauvau, siège du ministère, pour lui annoncer sa nomination de préfet. «J'apprécie le travail que, pendant trois ans, vous avez accompli à Mulhouse et j'ai l'intention de vous donner les plumes blanches. Deux postes sont disponibles : le Territoire de Belfort et la direction de la Sécurité générale en Algérie. Avez-vous une préférence ?» Avec le recul — il le soulignera dans ses Mémoires (1) — Jean Vaujour croit savoir que «c'était la première fois qu'un ministre de l'Intérieur offrait une alternative à un préfet». Pris de court par la proposition du ministre, il demande à son supérieur hiérarchique un délai de quelques heures pour réfléchir. Le sous-préfet de Mulhouse laisse entendre que «l'attrait du poste, les responsabilités qu'il supposait, le travail de réorganisation» défini par Charles Brune pour être exécuté sur le terrain le «faisait pencher pour l'Algérie». Tout compte fait, le ministre tranche sur-le-champ, sans laisser à son visiteur le temps de réfléchir : «Bien sûr, je pourrais vous laisser quelques heures, mais d'ores et déjà, puisque vous penchez pour l'Algérie, j'ai décidé de vous y nommer, et c'est ce poste qui désormais vous revient».

Jean Vaujour n'a que 39 ans et le voici bombardé patron de la sécurité en Algérie. Alors qu'il s'apprête à quitter l'hôtel particulier qui abrite le cabinet, le Ministre lui conseille de faire un détour par le palais du Luxembourg – siège du Sénat –, histoire d'échanger avec un sénateur singulier : Henri Borgeaud (Alger 1895-Paris 1964), une des figures les plus influentes de la grande colonisation. Loin de mettre les formes, l'ancien maire de Cheraga, président du Conseil général et sénateur d'Alger (1946-1959) met la pression sur le futur boss de la police en Algérie. Ce qui devait ressembler à un éclairage pour la route prend une tournure inattendue.

LE PATRON DE LA POLICE DOIT ÊTRE UN NATIF D'ALGÉRIE

Des conseils pour sa nouvelle mission, Jean Vaujour n'en aura pas. Le propriétaire — entre autres — de la Trappe de Staouéli lui tient un discours à rebours de la courtoisie de circonstance : «J'ai dit à Brune qu'il fallait vous confier le Territoire de Belfort ou tout autre département de meilleure importance, mais vous ne pouvez pas être le directeur de la Sécurité de l'Algérie. Il faut dans ce poste un homme né dans le pays, ayant accompli toute sa carrière ici et, au surplus, rompu aux pratiques de la police. C'est un métier très spécial. Les préfets ne le voient que de très haut. Il faut parfois savoir "se mouiller les doigts", vous ne le voudrez sûrement pas, et c'est la raison pour laquelle, si Charles Brune persiste dans son idée, je m'opposerai de la façon la plus formelle à ce que vous soyez nommé à la tête de la Sécurité de l'Algérie».

Avec le député Georges Blachette, le «roi de l'alfa», et le député-directeur de L'Écho d'Alger, Alain de Sérigny, Henri Borgeaud est, de part et d'autre de la Méditerranée, «l'un de ceux qui permettaient déjà de dire qu'Alger gouvernait Paris». Entre le palais du Luxembourg (Sénat) et le palais de Bourbon (Assemblée nationale), les élus d'Algérie forment un lobby parlementaire colonial influent, adossé à la majorité des élus du deuxième collège. Cette réalité n'a pas échappé à Jean Vaujour au moment de préparer sa nouvelle mission. Les élus d'Algérie du deuxième collège «constituaient le précieux appoint de 20 ou 30 voix pour sauver ou démolir le gouvernement en place lors des votes à l'Assemblée nationale».

En affichant sans ambages son opposition à la nomination de Jean Vaujour comme directeur de la Sécurité générale, le sénateur d'Alger argumente sa position. «C'est une question politique à laquelle s'ajoute un problème d'efficacité. Vous ne connaissez pas l'Algérie. Il faut y être né, y avoir vécu, y avoir des intérêts pour comprendre un pays et conduire la seule action qui soit comprise des Arabes : celle de l'autorité, au besoin de la force. C'est le secret du respect qu'ils peuvent avoir pour la présence française depuis que nous avons vécu les événements de Sétif et de Guelma. Nous avons surmonté une épreuve, mais il ne faut pas qu'elle recommence. Ce n'est pas une question de sentiment vis-à-vis des Arabes, c'est un problème de présence et aussi de mentalité. Il faut avoir vécu à leur contact pour les connaître, pour savoir qu'ils respecteront l'honneur et le drapeau français si nous sommes à leur égard sans la moindre faiblesse. Tout cela, les Français d'Algérie le savent, et ceux qui se chargent du maintien de l'ordre sur cette terre doivent en être profondément imprégnés. J'appuierai donc une nomination de préfet, puisque vous êtes de ceux qui méritent de le devenir dès maintenant, mais je ferai tout pour que vous receviez un département métropolitain».

Plus qu'un long discours, une «diatribe», note Jean Vaujour, qui ne semble pas surpris outre mesure par les mots du sénateur. Ce faisant, Henri Borgeaud «se définissait à moi sous l'aspect qui le caractérisait parfaitement : "La cuisine politique algérienne est faite dans une marmite algérienne par des cuisiniers algériens", allusion claire aux Européens d'Algérie». Vaujour quitte le palais du Luxembourg et le bureau de Borgeaud «en proie à de profondes méditations». Parce qu'il connaît bien l'influence dont bénéficie le sénateur — président de la Gauche démocratique — auprès d'un ministre radical dans un gouvernement radical, Jean Vaujour est saisi par le pessimisme. Au moment de laisser derrière lui le palais du Luxembourg, il est «profondément persuadé» que son «rêve algérien», entrevu quelques instants à Beauvau, «ne serait jamais une réalité». Mais le ministre et René Mayer, député radical-socialiste de Constantine et président du Conseil des ministres, sont «bien décidés à jouer la carte du métropolitain débarquant sans attache et sans préjugé au milieu des intrigues algériennes». Henri Borgeaud n'aura pas gain de cause.

L'ALGÉRIE DANS LA PAIX DE SA TERRE ME CONFIE SA SÉCURITÉ

Jean Vaujour s'envole pour l'Algérie en juin 1953. S'il sait que sa mission ne sera pas de tout repos face à l'attitude de Borgeaud, Blachette & Co., il ignore encore qu'il débarque dans un pays au calme trompeur. Il le rappellera dans ses Mémoires en évoquant ses souvenirs alors que l'avion amorce son atterrissage à Alger : «Au soir d'un jour de juin éclatant de lumière, le soleil descendait lentement sur la terre d'Afrique. Les sommets de la Berbérie algérienne déployaient la dentelle majestueuse de leurs rochers sur un couchant embrasé. L'incendie rougeoyait derrière la chaîne de l'Atlas. Au sol, les vergers de la Mitidja s'alignaient dans un ordre parfait et le vert soutenu des orangers tranchait sur l'ocre d'une terre vigoureuse, généreuse. Au loin, sur le rivage tamisé d'une brume légère, Alger-la-Blanche se préparait au repos de la nuit.

●●●

●●●

Du haut du ciel, penché derrière le hublot, mes yeux s'ouvraient, tous grands, sur cet étonnant spectacle d'un pays aux contrastes si profonds que l'on pouvait se demander comment arrivaient à se concilier tant de brutalité sauvage et tant de sérénité. J'étais ému, parce que j'étais subjugué. Ainsi, à quelques heures de l'Alsace que je venais de quitter après trois années "d'un commandement" exceptionnel, l'Algérie, dans le feu de son ciel et la paix de sa terre, me confiait sa sécurité».

Le temps de s'installer avec sa famille, de prendre ses marques, de faire la connaissance de ses collaborateurs à Alger et dans les deux autres départements (Constantine et Oran), les six premiers mois de sa nouvelle mission s'écoulent rapidement. Le voici à l'aube de 1954, «moment d'une vie» et exercice le plus crucial de son séjour algérien (1953-1955). «Au nombre des événements fondamentaux qui, au cours de l'année 1954, marquèrent la préparation de l'insurrection algérienne, il faut sans doute placer la fondation du CRUA (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action)».

Jean Vaujour souligne à grands traits cet épisode, virage important vers la rupture : «C'est vers la fin du mois de mars que cinq militants se réunissent : Mohamed Boudiaf, Mostefa Ben Boulaïd, Larbi Ben M'hidi, Rabah Bitat et Didouche Mourad. Inquiets de la division qui ne cesse de s'accentuer au sein du MTLD entre les Messalistes et les Centralistes, et mesurant les conséquences désastreuses qui pourraient en résulter pour le mouvement révolutionnaire, ils se fixent pour objectif de jouer les intermédiaires entre les leaders des deux tendances afin de les contraindre à dépasser leurs querelles et à se rapprocher.

Mais, connaissant Messali et leurs camarades, il leur apparaît que seul le déclenchement d'une action terroriste, amorce de la révolution par les armes, permettra d'atteindre le but en contraignant tout le monde au combat libérateur. Le mouvement une fois lancé, il faudra bien que ceux qui prêchent depuis des années la libération de l'Algérie s'y associent, ou alors démasquent leur vrai visage. De toute façon, le mouvement nationaliste n'a rien à faire des hésitants, des peureux, des "profiteurs"«.



LE SLNA DÉCOUVRE LA CRÉATION DU CRUA MAIS IGNORE LE RESTE

À la différence d'autres épisodes de la Révolution en marche, la création du CRUA n'a pas échappé aux radars des services de renseignement. «C'est le colonel Schoen qui a la primeur de cette information, reconnaît Jean Vaujour.

Elle est publiée dans le bulletin politique mensuel d'avril du SLNA», le Service des liaisons nord-africaines dirigé par Schoen. Le colonel ajoute un commentaire qui confirme que l'information est loin d'être précise : «L'initiative de cette création aurait été prise au Caire par des anciens membres de l'Organisation spéciale (OS) réfugiés dans cette ville lors de la répression de 1950 qui, mécontents des dissensions entre les clans Messali et Lahouel et ayant reçu à ce sujet d'amers reproches de la Ligue arabe, auraient agi en liaison avec d'anciens membres de l'OS demeurés à Paris».

Le colonel Schoen, note Jean Vaujour, «imagine alors — et il n'est pas le seul — que le CRUA va devenir un "outil" entre les mains de Lahouel, qu'il croit être l'instigateur de l'activité de ce nouveau groupe. Il est permis de penser que c'est par ce bulletin que Roger Wybot est informé, comme moi, de la naissance du CRUA qu'il dit, dans son livre de souvenirs, alors "inconnu du pouvoir"«. Jean Vaujour boucle sa première année à la tête de la direction de la Sécurité générale en Algérie. L'an I de sa mission coïncide avec ce qu'il qualifiera dans ses Mémoires d'un «été 54 au ciel chargé d'orage». D'Alger à Constantine en passant par Oran, préfets, commissaires centraux et chefs de services des PRG (Renseignements généraux) et de la PJ (Police judiciaire) lui font remonter une somme de notes et de rapports.

Entre autres signalements, lui dit-on, les préparatifs logistiques sont «effectués dans le plus grand secret». «Et si, au début de septembre, nous apprenons que des instructions ont été données par les responsables du CRUA pour la fabrication de bombes, nous ne saurons que plus tard que ce travail a été entrepris dans la région de Blida, sans pouvoir identifier les quelques hommes qui en sont chargés ni le lieu de "l'atelier". D'infinies précautions sont prises par la poignée de militants responsables de cette activité. Par contre, le 19 septembre, un informateur révèle un déplacement de Lahouel dans le secteur de Souma en vue d'une prise de contact avec "l'un des chefs du groupe autonome"«.

OCTOBRE 1954 DE TOUTES LES INQUIÉTUDES

Curieusement, les policiers et les agents du SLNA pointent le déplacement de Lahouel, mais les futurs chefs novembristes – Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche, Krim, Bitat, Ben M'hidi – échappent à leurs regards et à ceux de leurs informateurs. Si l'agression dont sont victimes Boudiaf et Bitat au pied de la Casbah, à deux pas du siège du MTLD (place de Chartres), a bien été relatée dans les rapports, la «réunion des 22» au Clos-Salembier (El Madania) en juin 1954 a, elle, échappé aux radars. «Le mois d'octobre s'ouvre dans l'inquiétude pour certains, dans l'interrogation pour beaucoup, du moins pour ceux dont la responsabilité est le maintien de l'ordre», rappelle le patron de la Sécurité générale.

Le 1er octobre 1954, alors qu'il dîne chez Maurice Lambert, chargé de la presse et de l'information auprès du gouverneur général Roger Léonard, en présence du chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, André Rousselet, Jean Vaujour reçoit un appel du commissaire central d'Alger, Benhamou. Il le reçoit dans son bureau vers 23 heures. «Il a appris, par les relations qu'il a laissées à Blida, son précédent poste, que des contacts sont pris entre nationalistes notoirement connus qui cherchent à se regrouper.

Les nouvelles ne sont pas encore précises, mais elles confirment cependant le désir d'un certain nombre d'hommes de procéder à la réorganisation des cellules du mouvement séparatiste. Benhamou est persuadé – et me convainc sans peine – d'une tentative vraisemblable de reconstitution de l'OS. Et il ajoute : "Des hommes prépareraient des explosifs et commenceraient à s'entraîner dans l'arrondissement de Blida. À certains éléments, bien connus pour avoir apporté, quelques années plus tôt, leur adhésion et leur concours à l'entreprise de Ben Bella, s'ajoutent des hommes plus jeunes, encore non identifiés comme dangereux par les services de police"«.

Le 8 octobre, un rapport du chef des Renseignements généraux d'Alger — porté à la connaissance du gouvernement — «confirme que les militants du CRUA ont désormais des instructions pour intensifier leurs préparatifs et leur formation au combat». Le surlendemain, une réunion de la plus haute importance se tient sur les hauteurs de Bab El Oued, du côté de Frais Vallon – Djenan Hassan. C'est là que Boudiaf, Ben Boulaïd, Krim, Didouche, Ben M'hidi et Bitat discutent, pour la première fois, de l'ébauche de l'Appel du 1er Novembre, le texte de la proclamation de la Révolution. Un texte qui sera validé et approuvé le 23 octobre lors du conclave de Pointe Pescade (Raïs Hamidou), au domicile des frères Boukechoura. Comme la réunion des «22», celles, cruciales, des 10 et 23 octobre échapperont, elles aussi, aux radars des services de renseignement. Depuis le 15 octobre 1954, les réunions sécuritaires se sont multipliées.

Deux se tiennent à Constantine, dont l'une en présence de tous les décideurs sécuritaires en Algérie : le préfet de Constantine Pierre Dupuch, le directeur de la Sécurité générale Jean Vaujour, le commandant en chef de la Xe région militaire (Algérie), le général Paul Cherrière, le chef de la division de Constantine, le général Paul Spillmann, ainsi que le résident général en Tunisie, le général Boyer de Latour.

Ce dernier a été convié au motif que la situation en Tunisie risquait d'affecter l'Algérie. «Ainsi s'achevait ce mois d'octobre 1954, écrit Jean Vaujour dans ses Mémoires. L'Algérie était calme, et le ministre de l'Intérieur avait encore en tête les propos entendus à Alger, lors de la séance solennelle de l'Assemblée algérienne, affirmant qu'elle devait le rester».

Dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, Jean Vaujour enchaînait une énième journée de travail à rallonge. «Il doit être environ minuit trente lorsque nous nous séparons. Je suis à peine de retour à mon domicile quand le téléphone retentit.» Au bout du fil : le commissaire Carcenac, chef des Renseignements généraux à Alger. «Monsieur le Directeur, des bombes viennent d'éclater dans Alger peu avant une heure. Cela m'est signalé par deux commissariats d'arrondissement. Je n'ai pas encore d'informations précises».

D'autres appels similaires suivent, venus d'Oran et de Constantine. Préfets, commissaires centraux et patrons régionaux des Renseignements généraux signalent à Jean Vaujour et au gouverneur général des attentats et des attaques à Alger et sa proche banlieue, dans les Aurès, en Kabylie et dans l'Oranais. Dans un premier temps, les informations sont fragmentaires.

Au fil des heures, Alger comme Paris découvrent, bulletins de renseignement à l'appui, que les actions sont coordonnées. La guerre de libération nationale vient de commencer.

S. Raouf

ILS ONT FAIT PREUVE D'UN SOUTIEN INDÉFECTIBLE

Les pays amis de la Révolution algérienne

La guerre de de libération algérienne a réussi à brasser le soutien indéfectible de plusieurs pays et de nombreuses personnalités dans le monde dès son déclenchement le 1er novembre 1954. Les Etats arabes et ceux du mouvement des non-alignés, à l'instar de la Chine, ont reconnu le FLN comme représentant légitime du peuple algérien. Leurs aides ont alors afflué.



Pour plusieurs pays, tels que la Chine, la Yougoslavie, l'Egypte, le Soudan, la Syrie, l'Irak, le Yémen et l'Arabie saoudite, la cause algérienne était une partie de la lutte des opprimés. Les Etats membres de la Ligue arabe, créée en 1945, s'étaient engagés en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Un soutien indéfectible et sans relâche de l'Egypte. La déclaration qui annonça, le 1er novembre 1954, le début de la révolution a été diffusée sur les ondes de la Radio du Caire, tout comme, d'ailleurs, l'annonce officielle de la création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), un certain 19 septembre 1958, dans la capitale égyptienne. Ferhat Abbas y avait fait sa première déclaration publique, définissant les circonstances de la naissance de ce gouvernement. Malgré les difficultés et les obstacles rencontrés pour l'approvisionnement en armes de la Révolution et les pressions auxquelles l'Égypte était confrontée, dont l'agression contre son territoire à l'automne 1956, le soutien militaire à la guerre de Libération ne s'est pas arrêté.

De nombreux Syriens, dont des médecins, se sont également engagés aux côtés des Algériens pendant la Révolution. Parmi les plus illustres, l'ancien président Noureddine Al Atassi, qui a donné son nom à l'hôpital de Bologhine. Il avait été au maquis en particulier à la frontière algéro-tunisienne, puis était resté à Alger pendant les premières années de l'indépendance avant de retourner dans son pays.

La Tunisie a pour elle abrité l'armée des frontières et l'état-major général dans la région frontalière. La proximité entre les deux peuples face au colonialisme s'est illustrée le 8 février 1958, lors du bombardement par l'aviation française du village de Sakiet Sidi Youcef en Tunisie, à quelques encablures de la frontière. Un bombardement qui a tué 70 Tunisiens et Algériens et fait 140 blessés. Le basculement de la Tunisie vers le soutien total à la cause algérienne a permis au FLN de s'installer durablement et d'établir une base arrière militaire pour assurer l'approvisionnement en armes et en hommes des maquis de l'intérieur.

La bataille d'Issine est venue refléter la véritable image de la cohésion et de la solidarité des Algériens et Libyens, après que leur sang s'est mêlé dans la bataille de l'honneur, donnant leurs vies en sacrifice pour la liberté et l'indépendance. Lors de cette bataille le sang des Algériens et des Libyens s'est mêlé, devenant ainsi le symbole de la solidarité et de la cohésion entre les deux peuples et la preuve irréfutable du sacrifice et de l'appui des pays frères à la guerre de Libération nationale.

L'Irak a été le premier pays à reconnaître le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), quelques minutes seulement après sa proclamation. Faut-il aussi rappeler l'aide de l'Irak pour l'édification de l'Etat algérien après son indépendance notamment dans l'enseignement et les hydrocarbures. L'Arabie saoudite a montré son soutien à l'Algérie par des actes. Le roi Salman ben Abdelaziz fut le président de la commission principale de la collecte de fonds pour l'Algérie, il faisait partie des personnalités les plus importantes qui soutinrent et aidèrent la Révolution algérienne dans toutes ses étapes. Le 5 janvier 1955, Ahmed Echakiri, représentant du royaume de l'Arabie saoudite aux Nations-unies, avait attiré l'attention en mettant en avant la souffrance du peuple algérien. Il avait réussi la même année à convaincre 14 Etats africains et asiatiques de l'importance à inscrire la cause algérienne à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée générale de l'ONU.

L'Algérie occupait une place prépondérante dans la politique de la Chine qui apercevait dans le soulèvement anticolonialiste algérien une affinité avec son passé colonial. La Chine n'a donc pas cessé d'attribuer une assistance politique et militaire à l'Algérie en étant le premier pays non-arabe à reconnaître le GPRA. Les premiers lots d'armes livrés à la révolution portaient la signature de la Chine.

Nassim Mecheri

LA NUIT DU 31 OCTOBRE AU 1ER NOVEMBRE 1954

Les renseignements français n'ont rien vu venir

JEAN-CHARLES JAUFFRET, historien, spécialiste des questions militaires de la guerre d'Algérie : «Aucun des services de renseignement (SR) ne s'attendait à un mouvement de grande ampleur, mais à des troubles à par tir de la fin de l'été 54. Il est plus difficile en temps de paix de faire prendre en considération un renseignement que de l'acquérir. Les Cassandre du renseignement se heurtent à un axiome depuis la très sévère répression de mai-juin 1945 à Sétif et le Constantinois : l'ordre règne en Algérie et les politiques ne veulent rien entendre. A deux reprises en mai et septembre 1954, le Service des liaisons nord-africaines (SNLA, dirigé par le colonel Schoen) tente d'alerter le gouverneur général, Roger Léonard, mais son information n'est pas prise en considération. Les autres services, sous les ordres du préfet Jean Vaujour, chef de la Sécurité générale d'Alger, avaient choisi de pénétrer les réseaux nationalistes jusqu'à ceux des fabricants de bombes à Alger (…) Fait nouveau, le Deuxième bureau envisage l'éventualité d'une action directe du CRUA. Mais la réunion du Clos Salembier, celle des 22 est ignorée''. Claude Faure, ancien officier du SDECE/DGSE, devenu historien du renseignement français. Il est l'auteur, chez Fayard (2004), de «Aux services de la République, du BCRA à la DGSE» : Les services français de renseignement n'ont pas vu venir l'insurrection du 1er novembre 1954. «Ils ne s'y attendaient pas. Avant cette date, les efforts du renseignement français, en particulier le 2e bureau et le SDECE, sont tournés vers l'Indochine. L'Algérie est couverte par les services de police – RG, DST, gendarmerie – et le Service des liaisons nord-africaines (SNLA) du colonel Schoen. En mars 1954, la DST déclenche une opération dite ''Sirocco'' destinée à démanteler un réseau d'activistes. Le mois suivant, des rapports des RG et de la DST atterrissent chez le gouverneur général, Roger Léonard, et le patron de la sécurité générale en Algérie, Jean Vaujour. Teneur des notes reçues : de petits stocks d'armes et d'ateliers de fabrication de tracts et de bombes ont été découverts dans plusieurs villes du territoire. Les services de renseignement ont en leur possession quelques informations sur ce qui se passe, sur ce qui pourrait se préparer. Mais à aucun moment, ils ne pensent à l'imminence d'une insurrection générale''. L'insurrection déclenchée, «le président du conseil, Pierre Mendès France, instruit les ministres de l'intérieur et de la défense de mobiliser tous les services. Une priori té est fixée : neutraliser les chefs et venir à bout du mouvement. Le général Cherrière, commandant des forces en Algérie, décide de mettre en place dans toute l'Algérie des centres de renseignement opérationnel. Toute la politique du renseignement va se faire à la lumière de l'expérience indochinoise. Dès décembre, une structure du 11e choc, le bras opérationnel du SCEDE, est mise sur pied pour les besoins d'opérationnelles spéciales en Algérie. Les choses s'accélèrent à partir de 1955. Un arrêté interministériel daté du 11 mai définit la stratégie du renseignement français et en fixe les priorités. Un comité «Algérie» est installé auprès du directeur du SDECE. L'immigration algérienne est particulière ment surveillée. Outre la DST et les RG, on mobilise le SDECE pour la première fois en métropole. Fixées par le pouvoir politique, elles sont principalement au nombre de deux : l'élimination des chefs politico-militaires et le démantèlement des réseaux d'armement du FLN. Des bateaux ont été détruits et des filières démantelées, notamment en Alle magne. Sur le premier point, citons l'opé ration qui a ciblé au moyen d'un poste piégé le chef de la wilaya 1 ou le plan avorté de liquidation de Ben Bella au Caire''. Les services de renseignements ciblent également les dirigeants de la Révolution dont Boudiaf, Aït-Ahmed, Ben Bella et Khider qui se trouvaient en compagnie de Mostéfa Lacheraf à bord de l'avion détournée par l'armée française.

''A l'origine, un renseignement du chef de poste du SDECE à Alger, le lieutenant-colonel Germain, selon lequel quatre des chefs historiques du FLN, Ait-Ahmed, Ben Bella, Boudiaf et Khider allaient emprunter un avion de la Royale air Maroc desservant Tunis via l'Algérie. Max Lejeune, secrétaire d'Etat aux forces aux armées dans le cabinet de Guy Mollet, dit ''ok'' pour le détournement. Jusqu'à la fin de la guerre, le SDECE s'efforcera de suivre à la trace les dirigeants du FLN au Maghreb, en Egypte, dans les pays de l'Est, en Allemagne, en Suisse et en Italie. Il mobilisera à cet effet ses antennes locales et sollicitera un échange d'infos avec les services alliés».

Raouf S.

LA DÉCLARATION DU 1ER NOVEMBRE 1954

Une aspiration constante

La Déclaration du 1er Novembre 1954 représente le texte fondateur de la Révolution algérienne. Elle exhorte le peuple algérien à s'affranchir du colonialisme par la lutte armée, avec l'objectif ultime d'accéder à l'indépendance et de recouvrer la souveraineté populaire. Cette Déclaration vise à rétablir un Etat algérien souverain, démocratique et social, reposant sur les principes islamiques et garantissant le respect de toutes les libertés fondamentales, sans distinction de race ni de confession religieuse. Un appel qui eut largement écho auprès d'un peuple asservi sur sa propre terre et qui devait alors se dresser contre l'oppression en s'engageant dans la lutte armée.



Pour des millions d'Algériens, la Déclaration de Novembre est plus qu'un appel d'un nouveau parti politique clandestin spécifié au peuple soumis encore par le code de l'indigénat, décimé par la misère et la pauvreté et écrasé par l'ignorance. Certes, la déclaration appelle à l'unité nationale, à l'unification des rangs et des idéologies et surtout à se soulever contre l'oppression et à déclencher la lutte armée comme dernier recours contre le système colonial.

Il faut dire que ce texte a été constamment la référence fondamentale des premiers responsables de la Révolution tout au long de la guerre de libération, même après la tenue du Congrès de la Soummam deux ans plus tard.

Cette déclaration accompagnant le déclenchement de la lutte armée a été élaborée par les six principaux responsables du déclenchement de la Révolution, à savoir les chefs historiques : Mohamed Boudiaf, Larbi Ben M'hidi, Mustapha Benboulaid, Krim Belkacem, Didouche Mourad et Rabah Bitat. Trois de ces chefs ont vécu l'indépendance, alors que les trois autres ont été soit assassinés par les militaires français, soit tués lors d'accrochages dans les maquis.

Mais, pour de nombreux historiens, les buts inscrits dans ce premier manifeste du FLN n'ont jamais été atteints. En dépit des énormes sacrifices de la population et du recouvrement de la souveraineté, après le référendum d'autodétermination de 1962, la concrétisation des principes sacrés n'a jamais été atteinte, ni réalisée.

Que s'était-passé entre-temps ? Pour les historiens, deux faits majeurs ont fait échouer cette édification d'un « Etat démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». Le premier est directement lié à la guerre des leaderships entre des chefs ou entre des clans. La quête du pouvoir personnel et l'émergence d'une opposition interne dans certaines wilayas ont complètement chamboulé les agendas et les perspectives. Ces conflits ont poussé le GPRA (gouvernement provisoire) à déposer sa démission, de crainte qu'une nouvelle guerre civile encore plus meurtrière ne se déclenche sur le territoire fraîchement libéré.

De fait, le GPRA n'a jamais remis le pouvoir et que les arrangements réalisés aux forceps à Tripoli en Libye n'ont jamais été respectés.

Ce Congrès qui devait émettre une feuille de route politique, signée par tous les courants qui avaient rejoint le FLN dans sa guerre de libération et d'indépendance, s'est achevée en file de poisson. C'est en ces moments de tensions et de querelles que la plupart des dirigeants du GPRA, comme ceux de l'intérieur, ont compris que la bataille pour le « butin de guerre » venait de commencer.

Depuis, le GPRA qui a négocié les Accords d'Evian et qui a contrôlé la transition avec le gouvernement du « Rocher noir », est venu de lâcher prise. Selon son dernier président, Benyoucef Benkhedda, il n'y avait aucune chance d'appeler au dialogue, car les refus étaient systématiques. Selon ses dires, publiés dans ses mémoires ou dans ses interventions publiques, il n'était plus possible de trouver un compromis avec le clan de « Oujda » et celle de l'armée des frontières. Le fossé était immense.

En jetant l'éponge, le GPRA voulait préserver la vie des sept millions d'Algériens, rescapés d'une guerre féroce, sauvage et destructrice. Le peuple était martyrisé, éreinté, dépossédé. Il aspirait enfin après tant de décennies de sacrifices et de privations, de négation de son identité, à vivre pleinement dans la liberté retrouvée, dans la justice et le respect des droits fondamentaux, à aspirer au progrès et à la modernité.

DIFFICILE CONCILIATION

Ou bien, la tentation du pouvoir absolu était forte. Fini le principe de la collégialité dans la responsabilité, la prise de décision, la gestion et l'organisation de la résistance militaire, politique et diplomatique qui avaient triomphé depuis le début de la révolution.

Le processus de passation du pouvoir entre le GPRA et les ou les vainqueurs des premières élections générales libres et démocratiques post-indépendance a été escamoté par cette tentation de pouvoir. La création de l'Assemblée constituante qui était une revendication essentielle de certains courants de la gauche nationaliste n'a pas été retenue dans le contexte de l'époque.

Les divisions et les fractures étaient énormes. Certains chefs historiques brandissaient une nouvelle logique, brandissant le principe de la légitimité historique, comme Krim Belkacem, qui pourtant était le vice-président de Benkheda. Ce dernier s'efforça de rallier les régions du centre en dépêchant un ex-responsable de la wilaya 4, le colonel Boualem Dehiles (Sadek) dans l'Algérie, avec pour mission de verrouiller les entrées de la capitale. Il décide de faire des changements durant le cessez-le-feu. Il fut rapidement désavoué par le GPRA et finalement l'autorité du colonel Sadek est remise en cause et la ZAA (zone autonome d'Alger) va rester sous tutelle du GPRA jusqu'au coup de force du 27 juillet 1062 de la wilaya 4 contre le chef de la ZAA.

Le désaveu politique et militaire était un message clair à Krim. Cet épisode sera déterminant par la suite. Car, la prise de la capitale par les unités de la wilaya 4 est déjà une attitude en porte-à-faux par rapport aux résolutions du dernier Conseil National de la Révolution de Tripoli, qui stipulait que l'ALN dans son ensemble devait se convertir en une armée professionnelle.

Le Bureau politique du FLN réagit et dénonce. Le clan d'Oujda basé au Maroc et plus tard de Tlemcen comprend l'enjeu du contrôle de la capitale et se lance dans une autre mobilisation, défiant toutes les autres sphères de la révolution.

C'est la crise de l'été qui ébranla tout le pays, poussant toutes les factions au bord de l'embrasement, avant que la population ne décide de sortir dans la rue avec les fameuses manifestations, « Sbaâ s'nine barakat » (Sept ans ça suffit). Et c'est certainement cette réaction populaire qui est considérée comme le second fait historique qui changea la donne.

Ce conflit entre les unités de la wilaya 4, formées essentiellement de nouvelles recrues « marsiens » (en référence au 19 mars, date du cessez-le-feu), inexpérimentées et dépourvues d'armement moderne, furent rapidement écrasées par les troupes de l'armée. Des frontières, mieux équipées et nombreuses. C'est celle-là qui entre avec les chars dans la capitale. Ainsi, une nouvelle légitimité s'installe, celle que les défunts chefs historiques contestèrent politiquement et militairement, comme celle du FFS d'Aït Ahmed, ou de Boudiaf et plus tard par les communistes.

Mohamed Kouini

Béjaïa, le cœur discret de la Révolution

Le déclenchement de la guerre de libération nationale, le 1er novembre 1954, a trouvé dans la région de Béjaïa un terrain fertile pour la résistance. Alors que l'insurrection gagnait tout le pays, c'est dans cette zone, devenue la Wilaya III (Kabylie), que la Révolution a posé l'un de ses socles organisationnels et politiques les plus solides, notamment avec la tenue du Congrès de la Soummam en août 1956.



La région de Béjaïa, par l'entremise de la Wilaya III, n'a donc pas été qu'un simple théâtre d'opérations, elle a joué un rôle stratégique en faveur de la lutte armée, répondant très tôt à l'appel de Novembre. Elle a été le laboratoire politique, voire la colonne vertébrale militaire qui a permis à la Révolution de se structurer et de tenir tête à l'une des plus grandes armées du monde. Le soulèvement dans cette zone ne fut pas isolé. Il était le fruit d'une longue préparation menée par les militants issus notamment du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) et de l'Organisation spéciale (OS), l'aile paramilitaire clandestine et, bien avant, des militants du Mouvement nationaliste algérien (MNA), qui ont su mobiliser les populations rurales kabyles et obtenir auprès d'eux l'essentiel, en l'occurrence le ravitaillement, le renseignement et le recrutement.

Ces réseaux, qui préexistaient grâce à une intense activité politique menée auparavant par des militants du Mouvement nationaliste algérien, ont permis une mobilisation rapide dans toute la région pour former les premiers maquis de l'Armée de libération nationale (ALN). Ainsi, dès le 1er novembre 1954, des actions armées ciblées furent menées dans la région pour marquer le début de l'insurrection, et une intense campagne d'information et de sensibilisation de la population a été lancée, surtout en 1955, pour expliquer les objectifs de la Révolution et consolider le soutien populaire, essentiel à la survie du maquis et qui a conduit, un an plus tard, les artisans de la Révolution à l'organisation du Congrès de la Soummam. Un événement emblématique, le plus structurant de la Révolution, non seulement pour la région mais pour l'ensemble du pays. Organisé secrètement dans le village d'Ifri Ouzellaguen, à quelque 15 kilomètres d'Akbou, dans la vallée de la Soummam, ce congrès, qui a réuni l'essentiel des chefs historiques de la Révolution, fut le moment fondateur qui a transformé la révolte en une véritable révolution dotée d'institutions.

Ces principes fondateurs étaient basés, entre autres, sur la doctrine de la primauté du politique sur le militaire : décision la plus importante qui stipulait que la direction politique, le FLN, devait guider l'action militaire de l'ALN, assurant une légitimité aux futurs dirigeants politiques. La primauté de l'intérieur sur l'extérieur était aussi l'un des principes qui visaient à affirmer que les décisions clés devaient être prises par les chefs combattants sur le sol algérien et non par les membres des délégations du FLN en mission à l'étranger. La création d'institutions comme le Conseil national de la révolution algérienne (CNRA), agissant comme un Parlement du mouvement, et le Comité de coordination et d'exécution (CCE), formant l'exécutif de la Révolution a été une décision adoptée par les congressistes.

Grâce à son organisation, la Wilaya III est devenue un modèle de résistance qui donnera des sueurs froides au colonisateur, lequel emploiera plus tard tous les moyens militaires pour réprimer les combattants de la région, dont l'opération ''Jumelles'', qui durera plus de 9 mois, dès juillet 1959, généralisée dans toute la région. Selon les historiens, le Congrès de la Soummam a donné à la Révolution un programme et a permis la création d'une république démocratique et sociale dans le fond : une stratégie unifiée, essentielle pour obtenir la reconnaissance internationale.

MIRA, PIONNIER DU MAQUIS SOUMMAMIEN

combattants de la région de Béjaïa ont joué un rôle majeur dans la lutte armée, à l'image d'Abderrahmane Mira. Né en 1922 à Taghalat, dans la commune de Béni M'likèche (actuelle daïra de Tazmalt), il s'engage très tôt dans le militantisme. Installé en France, il milite au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), où il acquiert une solide formation politique anticolonialiste. Dès le déclenchement de la Révolution, en novembre 1954, il rentre en Algérie et figure parmi les premiers organisateurs des maquis dans la région de la Soummam (Béjaïa). Il joue un rôle clé au sein de l'ALN, participant activement à la structuration de la résistance et à la fondation des maquis. Il compte parmi les cadres importants de la Wilaya III.

En août 1956, il est chargé de sécuriser le Congrès de la Soummam, un événement fondamental pour l'organisation politico-militaire de la Révolution. Il occupe successivement des postes de responsabilité, notamment à la tête de la Wilaya VI (Sahara) de 1956 à 1957. Après la mort du Colonel Amirouche, en mars 1959, il prend la tête de la Wilaya III. Désigné officier supérieur, Abderrahmane Mira est affecté à la base arrière de la Révolution en Tunisie. Il est chargé de la logistique, de l'organisation et de la coordination des activités de l'ALN à partir du territoire tunisien et aux frontières, ainsi que de la sécurisation de l'arrivée des armes, des munitions et des équipements provenant de l'étranger, notamment du Comité de coordination et d'exécution basé à l'extérieur.

Sa mission consiste aussi à superviser l'acheminement de ce matériel vital vers les différentes wilayas de l'intérieur, en particulier les Wilayas I, II, et III, qui étaient limitrophes des frontières de l'Est. Il s'assure du bon déroulement des passages de militants et de combattants entre l'intérieur (pour les missions ou les soins) et la base extérieure (pour la formation ou les rencontres politiques). Surnommé par l'armée française le « Tigre de la Soummam » en raison de son courage, de son sens de la stratégie et de son efficacité dans la lutte armée, Abderrahmane Mira est mort au combat le 6 novembre 1959 près du col de Chellata, au nord d'Akbou, lors d'un affrontement avec l'armée française, qui avait déployé d'importants moyens pour l'éliminer, en pleine opération ''Jumelles'' conduite par le général Maurice Challe.

LA RÉSISTANCE PAR LES COMMANDOS URBAINS

D'autres moudjahidine et commandos locaux moins connus à l'échelle nationale, mais importants localement, ont sacrifié aussi leur vie. Leur combat symbolise la détermination des Algériens à recouvrer leur indépendance par la lutte armée. Abdelkader Mezzai était l'un d'eux. Le créateur des commandos dans la ville de Béjaïa, qui fut une zone autonome secondant celle d'Alger dans les opérations spectaculaires, il est mort en 1959. Son activité était axée sur le combat urbain et les opérations ciblées contre l'ennemi. Abdelkader Belouad, originaire de Toudja, ancien moudjahid et membre du bureau de l'Organisation nationale des moudjahidine de Béjaïa, a participé à des opérations commandos en milieu urbain et à des batailles majeures dans la région 4 de la Soummam, où il a armé des éléments lors d'attaques de convois militaires français.

Djoudi Attoumi, né à Aït Oughlis, Sidi-Aïch, est militant du MTLD puis de l'ALN à partir de 1956. Affecté au poste de commandement (PC) de la Wilaya III et officier dans la vallée de la Soummam, il est membre de la sous-commission locale du cessez-le-feu en mars 1962. Après ses études primaires à l'école de Tighzert (Sidi Aïch), il rejoint Alger en octobre 1952 pour des études commerciales. Il milite d'abord au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il rejoint les maquis en 1956, juste après le Congrès de la Soummam, à l'âge de 18 ans. Il est directement affecté au PC de la Wilaya III. Il assume alors plusieurs responsabilités au sein de l'ALN (Armée de libération nationale) et du Front de libération nationale (FLN), notamment en tant qu'officier de l'ALN et secrétaire particulier du Colonel Amirouche.

Une autre figure, et pas des moindres, a également marqué la mémoire de la région par son engagement dans la guerre de libération nationale. Né à Seddouk le 2 février 1937, Rachid Adjaoud, militant précoce, rejoint la cellule du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). En 1955, il crée une cellule logistique pour aider les combattants, qu'il rejoint lui-même en 1956. Alors qu'il n'a que 18 ans, il fait partie du secrétariat chargé de la frappe des résolutions de la plateforme de la Soummam avec Tahar Amirouchène, Abdelhafid Amokrane et Hocine Salhi. Il est ensuite recruté par le Colonel Amirouche pour faire partie de son secrétariat particulier en Wilaya III.

Son livre, la Guerre de libération : récits et témoignages, aborde la guerre de 1954 à 1962 et décrit différentes opérations menées sur le territoire de la Wilaya III, où il était également impliqué dans le processus d'assainissement (la "Bleuite") en tant que membre du « comité d'épuration ». Il relate la bataille Oumssine (20 janvier 1956) près de la vallée d'Amizour, l'embuscade dite « du pont de S'Fayeh » à Acif El-Hammam le 11 juin 1960.

Le parcours de Hocine Benmaalem est, quant à lui, marqué par son double engagement dans la guerre de libération nationale et sa longue carrière militaire après l'indépendance de l'Algérie, atteignant le grade de général-major à la retraite.

Né en 1939 à Qalaat Béni Abbès (Kelâa Nath Abbas), il rejoint l'ALN en Wilaya III (Kabylie) en mai 1956, au lendemain du mot d'ordre de grève des étudiants. Au maquis, il sert aux côtés du Colonel Amirouche, dont il est le secrétaire personnel et le fidèle compagnon. Après la mort du Colonel Amirouche, il est envoyé pour une formation militaire au Moyen-Orient. De 1959 à l'indépendance, il intègre les troupes des frontières à Ghardimaou. Sa proximité avec le Colonel Amirouche Aït Hamouda, chef historique de la Wilaya III (Kabylie), dont il fut le compagnon, fait de lui un témoin privilégié des actions et des défis de l'un des chefs militaires les plus légendaires et les plus respectés de la révolution algérienne.

L'ART DE LA GUÉRILLA : SABOTAGES ET EMBUSCADES

De nombreux autres moudjahidines et martyrs (chouhada) locaux, souvent moins médiatisés au niveau national, ont joué un rôle essentiel au sein du FLN et de l'ALN de ces zones montagneuses et de la vallée de la Soummam, notamment pour leurs actions de sabotage, leurs embuscades et la fourniture de renseignements et de logistique, dont Madjid Khatri (moudjahid). Ayant servi dans le commando de choc de la région 3, il s'est distingué par des actions militaires sur la RN 26, notamment dans les alentours d'Akbou et de Tazmalt. Il est souvent associé à la bataille d'Iamourène (juin 1958). Une confrontation majeure qui a eu lieu à Ighram, où une compagnie du bataillon de choc de la Wilaya III a résisté face à un grand nombre de forces françaises (parachutistes, légionnaires). Le commandant Si H'mimi Fadhel est aussi une figure significative de la guerre de libération nationale algérienne (1954-1962), particulièrement au sein de la Wilaya III (Kabylie). Il opère principalement en Wilaya III (Kabylie). Son engagement précoce lui permet de participer aux premières phases de la Révolution, figurant ainsi sur la liste des officiers et cadres de la Wilaya III. Le défunt Si H'mimi Fadhel publie son témoignage dans l'ouvrage du Dr Djamel-Eddine Bensalem, intitulé Voyez nos armes, voyez nos médecins. Chronique de la Zone I, Wilaya III et l'Epopée de Si H'mimi.

Le lieutenant Hocine Lahlou était, pour sa part, un cadre de haut rang dans la zone opérationnelle qui couvre Tazmalt. Il fut un héros de la Wilaya III et chef du célèbre bataillon de choc de la Wilaya III, dirigé par le Colonel Amirouche. Une unité d'élite, souvent déployée pour des missions stratégiques et des coups de main dans le Djurdjura et ses contreforts, région à laquelle appartient Tazmalt. Hocine Lahlou tombe au combat en juin 1958 lors de la bataille de Tikjda, zone de montagne située dans le Djurdjura, entre Bouira et Tizi Ouzou, non loin de Tazmalt, localité servant de zone de passage, de ravitaillement et de soutien pour les unités de l'ALN.

N. Bensalem

LA PRESSE AU LENDEMAIN DU 1ER NOVEMBRE

La surprise fut totale

De L'Echo d'Alger au Monde en passant par France-Soir, La Dépêche de Constantine et L'Humanité, la presse a été surprise par le 1er novembre.


PONT-L'ÉVÊQUE VALROY

France-soir

INA

TOUTE DERNIÈRE

BRUSQUE FLAMBÉE TERRORISTE EN ALGÉRIE

Une trentaine d'attentats (bombes et incendies) ont été commis

C'est en larmes que ces deux mères anglaises ont dû échanger leurs deux bébés pour 24 heures

Avions et bateaux

recherchent un Superconstellation de la marine américaine

Alors que l'on s'apprête à fêter la Toussaint, les rédactions algéroises et parisiennes ne s'y attendaient pas. Fête de la Toussaint oblige, les quotidiens étaient absents des kiosques le lundi 1er novembre. Et même si la journée n'était pas chômée, il aurait été difficile d'en rendre compte même dans une brève. Comme convenu lors de l'ultime conclave décisif du 23 octobre – la « réunion des six » à la Pointe Pescade (Raïs Hamidou) —, les ''Novembristes'' ont frappé dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre entre minuit et une heure. Un moment où, généralement, les rotatives sont déjà lancées.

Le mardi 2 novembre, l'Algérie s'est déployée dans les kiosques. Hormis L'Echo d'Oran, tous les canards ont dédié la ''une'' aux évènements qui ont secoué la ''Nuit de la Toussaint''. Mots les plus récurrents : ''terrorisme'', ''terroristes''. L'Echo d'Alger, qui revendique le statut de ''plus fort tirage de l'Afrique du Nord'', a pour titre en bandeau : « Attentats terroristes en Algérie : 8 morts ». Dans un article en gras, le journal d'Alain de Sérigny – député et représentant de la colonisation – plaide la répression. Sous le titre de « Agir vite et fort », le plus radical des journaux algérois ne cache pas ce qui semble à ses yeux la solution appropriée pour faire face à la nouvelle donne. « Il faut faire vite et écraser énergiquement le cordon bickford jeté sur l'Algérie. La paix sociale le commande ».

L'Echo d'Alger évoque une « opération terreur », une ''machination à l'heure H », des « actions aussi odieuses que vaines » et une « sanglante provocation sans doute destinée à frapper spectaculairement l'opinion mondiale ». Et le canard d'ajouter : ''la date choisie, le synchronisme des attentats, la similitude des engins employés, l'organisation des groupes d'attaques en uniforme et casqués qui opèrent notamment dans la région frontalière algéro-tunisienne, tout cela relève évidemment d'un plan mûrement étudié (…) Les populations de notre province conservent leur calme et font confiance à leur réseau de sécurité ».

L'autre journal algérois, la Dépêche quotidienne d'Algérie ne lésine pas sur la manchette et les caractères attrayants : « Des terroristes ont opéré en divers points du territoire algérien ». Exergue à l'appui, il insiste sur le timing choisi : « A la même heure », 1h15, ce qui n'est pas tout à fait le cas partout. Comme L'Echo d'Alger, La Dépêche quotidienne – propriété du sénateur Henri Borgeaud – publie en ''une'' un article commenté. Gras de rigueur, l'auteur de l'article anonyme appelle – en titre — à « frapper à la tête ».

« Cette soudaineté et cette discipline dans l'action, succédant au calme, ce mot d'ordre de sabotage et d'attentats spectaculaires, s'étendant à la même heure sur tout le territoire, sont la constatation troublante qui s'impose et qui tend à éclipser les dégâts pourtant considérables et les morts qu'on a eu à déplorer (…) Elles sont indubitablement la preuve que les gens qui ont réussi à préparer leur opération sans éveiller l'attention des forces de surveillance, à la déclencher à l'heure H et aux endroits choisis, enfin à tuer et à incendier en prenant les précautions de couper partout les fils téléphoniques pour empêcher que soit donnée l'alerte, ces gens-là n'en sont certainement pas à leur coup d'essai. C'est pourquoi la première impression est que des éléments étrangers ont dû s'infiltrer en Algérie pour mettre leur expérience au service de meneurs sur qui les autorités locales ont les yeux fixés depuis longtemps ».

Le journal ironise sur la tournée de fraîche date du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand, après le séisme qui a frappé Orléansville (Chlef). « Il y a peu de temps, un ministre de passage en Algérie s'étonnait presque en s'extasiant que l'Algérie ne fut pas autre chose que la France ! Il ne suffit pas de le proclamer ; il ne faut pas que les déclarations officielles faites au hasard d'un voyage restent des promesses de banquet. Il faut vouloir voir le mal là où il est et dénoncer les meneurs là où ils sont ; on les connaît. Il ne suffit pas de renforcer les mesures de sécurité, de doubler symboliquement les brigades de gendarmerie là, par exemple, où il y a trois gendarmeries. Il faut frapper cette poignée d'agitateurs et les frapper à leur tête''.

Seul journal à ne pas mettre l'Algérie en ''une'' dans son édition du 2 novembre, L'Echo d'Oran titre sur la largeur de la dernière page : « Attentats terroristes sur le territoire algérien ». Évoquant des « actes criminels », il les attribue à des « groupes et isolés ». Sous le titre de « L'Algérie demeure saine », un journaliste de la rédaction se livre à un premier commentaire au ton optimiste. « Si les terroristes du PPA ont tenté de mettre en pratique leurs théories, le mouvement anarchiste qu'ils voulaient plus ample, plus sanglant, a complètement échoué. L'effet de surprise a été manqué. Les masses populaires, nos saines populations rurales et même celles des villes, réfractaires – parce qu'elles comprennent – à toute campagne subversive de meneurs ne formant qu'une infime minorité, se sont désintéressées d'une action conçue à l'étranger et préparée sur notre territoire par d'ambitieux politiciens. Elles ont fait face à la situation avec un calme et un sang-froid remarquables ».

Le journal poursuit en s'efforçant de rassurer et de se rassurer. « Les attentats criminels que nous déplorons ne sont l'œuvre que d'individus ou de groupes isolés et jamais, comme le démontrent les évènements, ils n'ont constitué une action d'ensemble, concertée. Les consignes n'ont été suivies que par quelques illuminés, dont la bonne foi a été le plus souvent surprise par une campagne mensongère (…) l'ordre a pu être rapidement rétabli sur l'ensemble du territoire (…) à aucun moment, les services de sécurité n'ont été débordés ; ils ont toujours été maîtres de la situation. Le calme règne partout (…) Quoi qu'il en soit, cette alerte doit servir de leçon ; elle ne doit plus se reproduire, car toute faiblesse serait une faute et compromettrait l'avenir ». S'adressant à son lectorat, la dépêche de Constantine et de l'Est algérien met l'accent sur les actions qui ont touché l'est du pays. « Le sud-est constantinois théâtre de sanglants évènements » et « Les Aurès au cœur de la tragédie ». A la différence des journaux d'Alger et de L'Echo d'Oran, le canard constantinois ne se livre à aucun commentaire dans son édition du 2 novembre. Il se contente d'une description plus détaillée des foyers d'incendie. Il dénonce des « criminels ».

L'Humanité n'utilise aucunement les qualificatifs de terroristes et de criminels. Pour tout commentaire, il se contente d'un titre en gras sur l'oreille gauche : « Grave évènements en Algérie ». Il signale l'envoi par le gouvernement de trois bataillons de parachutistes et de trois compagnies de CRS. Le journal de gauche rappelle la teneur d'un article publié dans ses colonnes dès le 18 octobre. « Nous alertions l'opinion sur les préparatifs suspects qui étaient en cours dans le Constantinois (…) Ce n'est pas sans inquiétude qu'a été relevée en Algérie la conférence à Constantine du général de Latour (ndlr, résident général de France en Tunisie) avec le gouverneur général d'Algérie Léonard ». La teneur de l'article du 18 octobre rappelée, le journal commente un factuel : « Ajoutons qu'il est assez troublant que les évènements d'hier (dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre) se soient produits au moment même où le secrétaire d'Etat à la Guerre Jacques Chevallier séjourne en Algérie et y confère avec le gouverneur général Léonard précisément ''des mesures à prendre, sur les confins algéro-tunisiens, pour mettre un terme aux incursions des fellaghas''.

Seul journal de gauche en Algérie avec son homologue Oran Républicain, Alger Républicain se garde de parler de terrorisme et d'actes criminels. « Attentats hier à travers l'Algérie », titre-t-il en bandeau. Le journal parle d'« envoi de forces de répression dans le Constantinois et les Aurès », allusion aux trois bataillons de parachutistes et aux trois compagnies de CRS. Alger Républicain est le seul à consacrer un éditorial à la nouvelle donne algérienne. « Plusieurs attentats se sont produits en Algérie dans la nuit de dimanche à lundi. Et pourtant, il y a seulement quelques semaines des personnalités officielles – et tout dernièrement même un ministre (ndlr : François Mitterrand) – prétendaient faire partager leur sérénité de façade à propos du ''calme'' qui régnait ici ».

Raouf S.


Le Journal d'Alger

Hier, série d'attentats terroristes en Algérie

30 attentats dénombrés

Sept morts

Le vrai visage de Messali

FELLAGHAS A LA FRONTIERE

L'origine du problème est en Tunisie où le commandement doit pouvoir maîtriser promptement la situation

ILS SE SONT ENGAGÉS CORPS ET ÂME DANS LA RÉVOLUTION

Les Six Constantinois du groupe des 22

A l'origine du déclenchement de la lutte armée, l'histoire retiendra que parmi les 21 + 1 initiateurs du mouvement révolutionnaire, plus des deux tiers étaient issus du Grand Constantinois et parmi eux six étaient originaires de la cité des Ponts. Rabah Bitat, Benabdelmalek Ramdane, Slimène Mellah, Mohamed Mechati, Youcef Zighoud et Saïd Bouali ont tous connu leur enfance au sein de familles constantinoises.



Issus presque tous de familles modestes, seul Ramdane Benabdelmalek, le plus jeune d'ailleurs d'entre eux, avait réussi à passer le cap du secondaire. Tous les autres avaient été contraints par la force du joug colonial ou par nécessité familiale à quitter précocement l'école pour donner un coup de main à leurs proches. Zighoud Youcef avait, pour sa part, pu acquérir les préceptes de l'islam dans l'école coranique de son village à Smendou, parallèlement à un enseignement au sein de l'école française où il avait réussi à décrocher le certificat d'étude primaire.

Tous membres du parti du peuple algérien, certains avaient pu rejoindre l'Organisation spéciale (OS) ou encore le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD).

Ces trajectoires sociales expliquent en partie la proximité de ces militants avec les milieux ruraux et populaires, terreau humain et logistique de la Révolution, et beaucoup d'entre eux jouissaient d'un véritable enracinement social. Zighoud Youcef, par exemple, conservera des liens très forts avec les campagnes et les artisans, ce qui favorisera la constitution d'un réseau local essentiel au passage à l'action armée.

Bien que la plupart d'entre eux eurent contesté à un moment crucial du déclenchement de la lutte armée la méthode de désignation des responsabilités au sein de l'organigramme révolutionnaire, notamment la représentativité des zones, il n'en demeure pas moins que tous s'engagèrent dans la lutte armée ; certains comme simple djounoud de l'ALN y périrent même presque à l'aube du 1er-Novembre, à l'image de Saïd Bouali et Slimane Mellah. Abdelmalek Ramdane mourut trop tôt lui aussi, et fut même le premier parmi le groupe des 21 à tomber au champ d'honneur, le 4 novembre 1954 du côté de Mostaganem. Zighoud Youcef, l'architecte de la légendaire attaque du Nord Constantinois, décédera moins de deux ans plus tard.

Seuls Rabah Bitat et Mohamed Mechati survivront et verront la concrétisation de l'objectif de l'indépendance. Les deux hommes occuperont même des postes de responsabilité au sein du pouvoir de la jeune République. Rabah Bitat, qui était président de l'Assemblée populaire de 1977 à 1990, fut président par intérim à la mort de Houari Boumediene entre décembre 1978 et février 1979. Il mourra en 2000 à Paris. La plus haute fonction officielle occupée par Mohamed Mechati fut ambassadeur ou encore vice-président de la Ligue algérienne des droits de l'homme. L'homme était connu pour son opposition au président déchu Abdelaziz Bouteflika. Il tira sa révérence en 2014 à Genève.

Dans l'une de ses déclarations, feu Mohamed Mechati avait expliqué que la représentativité en force du Grand Constantinois était due au fait que la mission de réunir le groupe des 21 à Clos Salembier, dans la villa de Derriche Elias, fut dévolue à feu Mohamed Boudiaf, qui était alors responsable du Nord Constantinois au sein de l'Organisation spéciale, ce qui l'avait poussé à s'entourer de personnes en qui il avait surtout confiance.

ZIGHOUD YOUCEF, L'ARCHITECTE DE « L'OFFENSIVE DU NORD CONSTANTINOIS »

Parmi les membres du groupe des 21 issus de l'actuelle capitale de l'Est, Zighoud Youcef a contribué à donner du souffle à la Révolution à un moment où les forces coloniales redoublaient de férocité contre toute personne soupçonnée de leur mener la guerre. L'offensive du 20 août 1955 du Nord Constantinois, entre autres actions armées des militants algériens, a ainsi été un « véritable détonateur » de la lutte armée. Elle fut organisée et menée par Zighoud Youcef.

Elle a ainsi eu le mérite d'avoir marqué un tournant décisif pour la suite. Au-delà de son aspect militaire, l'opération menée par Zighoud Youcef et son groupe a eu un retentissement qui fera désormais parler de la cause nationale et influera sur la stratégie du combat mais aussi sur les décisions du gouvernement français, et ce bien que la mise en pratique de la décision de déclencher la lutte armée, le 1er novembre 1954, avait déjà mis le système colonial à rude épreuve.

D'abord la diversification des actions des jeunes combattants avait mis la police puis l'armée française dans une posture de défensive, ensuite la participation des couches sociales déshéritées à une sorte de logistique rudimentaire presque improvisée conforta l'idée que la voie du combat pour la libération était le seul moyen pour se défaire du joug colonial. Plusieurs attaques furent alors organisées par les révolutionnaires aux quatre coins du pays, avec l'aide de la population, notamment dans les Aurès et en haute Kabylie. Des attaques qui avaient pour cibles les casernes de l'armée et les postes de police. Plusieurs dizaines d'opérations enclencheront une réaction en chaîne qui contraint la partie française à riposter violemment.

Cependant, la Révolution connaîtra un sursaut qualitatif après l'offensive du Nord Constantinois. Cette attaque menée par Zighoud Youcef fut une véritable démonstration de force des éléments de l'Armée de libération nationale. Zighoud Youcef, alors responsable de la wilaya II, avait réussi à ébranler l'armée, laquelle fut d'ailleurs contrainte à rappeler plusieurs contingents de soldats libérés. Zighoud Youcef avait, huit mois plus tôt, le 18 janvier 1955, participé au côté de Didouche Mourad à une autre offensive non moins importante. La bataille d'Oued Boukerkar, au cours de laquelle succomba au champ d'honneur son compagnon Didouche Mourad. Agé alors de 34 ans, Zighoud Youcef fut chargé par le Conseil national de la Révolution de diriger la Wilaya II, ce qui lui permit de préparer et de mener l'offensive au Nord Constantinois qui, malheureusement, fera des centaines de morts.

L'opération marqua alors une étape que les historiens des deux rives qualifient de capitale dans la suite des événements. La répression de l'armée française avait alors débouché sur des crimes contre l'humanité. Une répression qui fera adhérer davantage la population rurale au combat, désormais admis comme seul moyen de se libérer.

Zighoud Youcef sera alors traqué et tombera à son tour en 1956, un mois et cinq jours après la tenue du Congrès de la Soummam, qui mit définitivement en place les structures organiques et politiques de la révolution du 1er-Novembre.

Au-delà des dates et des noms, ce qui frappe aujourd'hui, à la lecture de ces trajectoires, c'est la manière dont les mêmes lieux, Smendou, les forêts du Constantinois, les quartiers populaires de la cité des Ponts, réapparaissent comme foyers d'une histoire qui n'a jamais vraiment cessé de parler aux vivants.

Commémorations, tombes, plaques, noms d'avenues et d'établissements scolaires, tous ces signes matérialisent une revendication mémorielle et politique. Raconter Bitat, Mechati, Zighoud, Mellah, Bouali et Benabdelmalek, c'est interroger la façon dont la guerre d'indépendance a façonné l'Algérie d'aujourd'hui, mais surtout continue d'alimenter un long et profond travail de mémoire.

Amine B.

GÉNOCIDE COLONIAL

Impardonnable !

« Je crois que le droit de la guerre nous autorise à ravager le pays et que nous devons le faire soit en détruisant les moissons à l'époque de la récolte, soit dans tous les temps en faisant de ces incursions rapides qu'on nomme razzias et qui ont pour objet de s'emparer des hommes ou des troupeaux ». Cette citation d'Alexis de Tocqueville, le penseur libéral, chantre de la démocratie en Amérique, résume à elle seule la pensée coloniale qui perdure jusqu'à aujourd'hui dans une certaine France nostalgique d'une grandeur criminelle passée.



Commettre des crimes au nom d'un supposé droit de la guerre, outil exclusif légitimant au nom d'une supériorité civilisationnelle, l'entreprise coloniale française en Algérie et européenne en Afrique et dans le reste des pays du Sud, demeure jusqu'à présent le soubassement idéologique qui explique pourquoi la France coloniale s'est ingénié de tuer, piller, torturer, brûler, mutiler tout Algérien, confinant à l'ethnocide.

La liste des généraux génocidaires français en Algérie est interminable : depuis De Bourmont à De Gaulle, en passant par les sinistres Rovigo, Cavaignac, Bugeaud, Lamoricière, Yusuf, Saint Arnaud, Salan, Aussaress et autres criminels de guerre ont été coupables de crime de guerre, de crime contre l'humanité, de génocide, d'ethnocide. Le nombre des victimes dépassent de très loin le million et demi de martyrs de la glorieuse révolution du 1er novembre 1954, le chiffre s'élèverait au minimum à quelque 8 millions de martyrs algériens entre 1830 et 1962.

Passons les décapitations des résistants des Zibans (Zaatcha) en 1848, dont les restes mortuaires ont été longtemps exposés au Musée de l'Homme de Paris avant qu'ils ne soient rapatriés en juillet 2020, l'utilisation des gaz chimique pour la première fois de l'histoire contre les habitants de la ville de Laghouat en 1852 pour arriver aux massacres du 08 mai 1945 à Sétif, Guelma et Kherrata et aux essais nucléaires de Reggane et d'In Ekker en 1960. Le palmarès criminel de la France dépasse tout entendement et n'a d'égal que les rapports systématiques et quotidiens des forfaits. Tout a été consigné par les auteurs même de ces crimes, un témoignage pour la postérité mais surtout pour un travail de mémoire nécessaire afin de débusquer les exécutants de la mécanique coloniale.

Les déclarations de ces sinistres personnages suffisent pour prendre toute l'ampleur des crimes qu'ils ont commis et dont ils s'enorgueillissent. Pélissier, le bourreau du Dahra, dont les enfumades de Aïn Merane, en août 1845 restent dans toutes les mémoires, écrit en mai 1841 : « Nous resterons jusqu'à la fin juin nous battre dans la province d'Oran, et à y ruiner toutes les villes, toutes les possessions de l'émir. Partout il trouvera l'armée française, la flamme à la main ».

MACRON ET LE DISCOURS CONTRADICTOIRE

Son collègue dans le crime, Bugeaud, apôtre de la politique de la terre brûlée, va dans le même sens. « Plus d'indulgence, plus de crédulité dans les promesses. Dévastations, poursuite acharnée jusqu'à ce qu'on me livre les arsenaux, les chevaux et même quelques otages de marque... Les otages sont un moyen de plus, nous emploierons, mais je compte avant tout sur la guerre active et la destruction des récoltes et des vergers », écrit-il à Lamoricière en 1843.

Jules Ferry, pour ne citer que le père de l'école française, grand chantre du colonialisme, n'a pas mis de gants pour justifier l'entreprise coloniale. « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures […]. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures », s'est-il écrié. Ainsi, la France, phare de la civilisation a un droit naturel, en tant que « race » supérieure, et un devoir, celui de civiliser les « races » inférieures. Le national-socialisme allemand n'aura pas fait mieux, et cet extrait de Ferry ressemble à s'y méprendre à un texte d'Adolf Hitler.



Et c'est au nom de cette prétendue supériorité civilisationnelle que la France a procédé au déracinement du peuple algérien, au séquestre de ses biens, à son acculturation, à son confinement dans des zones inhabitables et reculées. Les gouvernements français successifs n'ont jamais admis les crimes commis au nom de la France et de sa « grandeur » coloniale. Des pas timides ont été faits : trois présidents se distinguent pour avoir « oser » à demi-mots parler de guerre d'Algérie au lieu des événements d'Afrique du Nord (Jacques Chirac en 2002), des « souffrances que la colonisation a infligées au peuple algérien » (François Hollande en 2012), et de « la colonisation, crime contre l'humanité » (Emmanuel Macron, candidat à la présidentielle en 2017).

Élu président, Macron aura un autre discours. En 2023, le président français déclarait « qu'il n'avait pas à demander pardon pour la colonisation ». Ce que le chef de l'Etat francais a oublié ou n'a pas compris, ou ne compte pas comprendre, c'est que les Algériens ne cherchent pas un pardon français. Les crimes étant imprescriptibles, les Algériens demandent aux Français de reconnaître leurs forfaits, de reconnaître qu'ils ont commis l'irréparable à l'encontre de tout un peuple martyrisé 132 années durant. Aucune réparation aussi importante soit-elle ne pourra compenser les ravages d'une guerre coloniale, aliénante, annihilatrice et déshumanisante. Comme aucune excuse ou pardon ne sauraient panser les plaies béantes qui marquent encore l'imaginaire du peuple algérien.

Ce que les Algériens réclament, c'est la restitution de tout ce que les Français ont volé en envahissant le pays. Du Canon Baba Marzouk, au sabre de l'Emir Abdelkader en passant par les archives de l'époque ottomane, de la colonisation et surtout de la période de la révolution. Le séquestre de l'histoire de l'Algérie par la France néocoloniale et foncièrement revancharde est en soi un crime qui contribue à la perpétuation d'un complexe outre-Méditerranée, celui du colonisateur qui refuse de voir la vérité en face, celle de la victoire d'un peuple qui a décidé de prendre son destin entre ses mains et lancer une révolution libératrice de la terre et de l'homme en Algérie et dans le monde, le 1er novembre 1954.

Mahmoud Benmostefa

ENFANTS DE LA RÉVOLUTION

Des blessures indélébiles

Des milliers d'enfants, si ce n'est des millions, ont subi de plein fouet la violence coloniale française. Arrachés à leur insouciance, confrontés à la peur, à la souffrance et parfois à la perte de leurs proches, ils ont vu leur enfance bouleversée par les atrocités du colonisateur français. Des traumatismes profonds, dont les stigmates ont traversé le temps, témoignent aujourd'hui encore du lourd tribut payé par ces innocents au colonialisme.



Au camp de Tazaghart, Ouardia Ahmed Khodja, aujourd'hui septuagénaire, garde en mémoire les heures sombres vécues à Tigrine, son village natal d'Azeffoun. Elle raconte qu'elle avait à peine six ans lorsque l'armée française, en représailles à l'incendie de l'école du village, s'en prit violemment aux habitants. Elle se souvient de cette peur permanente, « de ces soldats qu'un enfant ne peut comprendre sinon comme une menace sans fin ». Selon ses propres termes, sa famille fut l'une des premières visées, leur maison fut incendiée avant que tout le village ne soit regroupé de force à Tazaghart, dans une extrême précarité, vêtus seulement de hardes maigres et déchirées.

Dans son témoignage, Ouardia met en lumière le courage et l'héroïsme de sa mère, Hasna, qui réussit à s'évader du camp au bout de seulement quinze jours. « A l'époque, l'armée française autorisait sporadiquement quelques détenus à se rendre au marché hebdomadaire d'Azeffoun, sous surveillance serrée », fait-elle savoir. « Hasna saisit alors cette brève ouverture, elle obtient l'autorisation de sortir avec trois autres femmes et un homme, prétextant l'achat de provisions avec le peu d'argent qu'elle avait. Une sortie qui devint l'occasion d'une fuite audacieuse », ajoute-t-elle. Affaiblie, pour le coup, par une grave maladie due à l'eau contaminée du camp, Ouardia parle de l'horreur quotidienne. « Les Algériens exécutés étaient ensuite jetés dans le puits du camp », témoigne-t-elle avec indignation.

« Profitant de la sortie au marché, ma mère transforma ce moment en plan d'évasion. Une fois arrivées à Azeffoun, nous avons pu nous cacher chez des proches et nous y demeurèrent deux semaines entières, sans que notre disparition ne soit remarquée par les soldats », poursuit-elle. « Après l'incendie, nous avons fui chez des proches à Azeffoun. On était totalement perdues, sans nouvelles de mon père qui vivait à Alger. Heureusement, un homme du village — l'un des rares à savoir lire et écrire — a accepté de nous aider. Il a rédigé un message urgent pour mon père, le suppliant d'obtenir un laissez-passer afin qu'il puisse venir nous chercher.

Pendant deux longues semaines, nous avons attendu, chaque jour, dans la peur que les soldats nous découvrent. Puis, enfin, il est arrivé. Je me souviens encore du trajet vers Alger… c'était terrifiant ! A chaque arrêt : fouilles, interrogatoires, regards qui vous scrutent comme si vous étiez coupables de quelque chose. A chaque fois, je me demandais si nous allions nous en sortir ou si quelqu'un allait nous dénoncer », confie-t-elle. La voix de Ouardia se brise lorsqu'elle évoque le calvaire de son frère, « arrêté à seulement 16 ans ». Selon elle, son seul « tort » était de porter le nom Ahmed Khod ja, un nom que l'armée française considérait comme une menace à Tigrine. « Sauvagement torturé, puis transféré successivement à Tizi Ouzou et à l'hôpital Mustapha Pacha d'Alger, il y fut détenu dans le plus grand secret, Mon père n'a découvert son emplacement que par hasard, grâce à un villageois.

Il s'est donc précipité à l'h pital pour le ramener chez nous », raconte-t-elle. Mais, à son avis, les cicatrices les plus pro fondes ne se voyaient pas. « Mon frère a guéri de ses blessures mais son esprit, lui, a été brisé », relate, avec une grande tristesse, Ouardia. « Ce qu'il a enduré l'a marqué à jamais, l'empêchant de retrouver une vie normale », souligne-t-elle. Enfin, Mme Ahmed Khodja raconte aussi une scène gravée à jamais dans sa mémoire, celle d'un paysan du camp suppliant les soldats de le laisser rejoindre son champ de blé en pleine saison des moissons, alors que les familles souffraient de la faim. « Ils l'ont battu à mort, devant nous, sans aucun remords », dénonce-t-elle.

SOUVENIR D'UNE NUIT QUI A TOUT CHANGÉ

Un autre témoignage, celui de Mohamed Dakichich, originaire de Batna, ayant vécu la nuit du 1er novembre 1954. Le témoin, que nous avons rencontré dans un café à Alger, relate qu'il n'avait que neuf ans lorsque les premières explosions ont retenti en pleine nuit, dans la vallée d'Arris.

Les coups de feu répercutés par les montagnes des Aurès lui donnaient l'impression que la nature elle-même annonçait l'arrivée d'une nouvelle ère, selon ses propos. Il se souvient que, quelques jours plus tard, la violence des descentes militaires coloniales françaises s'est abattue sur le douar : rafles brutales, cris, maisons fouillées de fond en comble. Il confie que la disparition de son père, embarqué dans les camions militaires, a fait naître dans sa vie une autre forme de torture, celle de « l'attente » : pendant six mois, aucune nouvelle.

Dans ce sens, il précise que la faim n'était pas le plus dur à supporter. « C'était surtout l'attente qui dévorait les familles », affirme-t-il. Le père finit par revenir mais lui, l'enfant, dit avoir cherché dans ses yeux le héros qu'il croyait connaître… n'y voyant qu'une douleur silencieuse, jamais vraiment par tie. Il se rappelle aussi les nuits glaciales, et le soupçon constant qui planait sur les enfants. Ils étaient accusés d'être des messagers du maquis simplement parce qu'ils parlaient une langue que les soldats de l'ar mée coloniale ne comprenaient pas, a expliqué M. Dakichich.

Dans ses mots, l'enfance elle-même était compromise. Pour Fatma Khellafi, née en 1946 et ayant grandi à El-Eulma (Sétif), l'armée coloniale faisait preuve d'une violence inouïe à l'égard des civils. « La maison a été fouillée de fond en comble. Nos maigres biens ont été jetés dans la boue, renversés et piétinés… Cela s'est produit peu après que mon père a rejoint le maquis pour combattre l'oppresseur », indique-t-elle, d'une voix émue. Pendant son témoignage, elle se rappelle la sensation de la terre froide sous ses pieds nus pendant la fuite, les longues marches sans fin, son ventre vide qui gronde comme « un tambour de guerre ».

Au moment du déclenchement de la guerre, Hafid Marezki n'avait que huit ans. A la Casbah, il avait le sentiment que le danger se faufilait dans chaque passage, rendant l'endroit lui-même hostile. Les perquisitions, quant à elles, rythmaient le quotidien, raconte-t-il. Il explique que tout le monde savait que des personnes étaient enlevées, mais nul ne savait combien en revenaient vivantes. Un soir, un voisin ren tra du centre de détention de Serkadji. « Son corps était là, mais son âme semblait être restée derrière les barreaux », rapporte Hafid, le regard sombre.

De son côté, Nassima Derrabah, née en 1945 et habitante, elle aussi, de La Casbah, se rappelle la peur permanente qui étrei gnait les familles. Pourtant, insiste-t-elle, la dignité demeurait. « A chaque perquisi tion, je pensais que quelqu'un ne reviendrait jamais », confie-t-elle, la voix encore marquée par l'angoisse de l'époque. Du reste, étant scolarisée, elle raconte avoir compris très tôt que lire dans la langue de l'autre est « un acte de résistance ». « Gloire à nos martyrs… Le seul héros, c'est le peuple », ajoute-t-elle. Ils n'étaient ni soldats ni intellectuels engagés. Ils n'avaient ni fusils ni plans de bataille, mais la guerre les a saisis par la main et ne les a plus jamais lâchés. Ils témoignent pour que cette mémoire-là, celle des petits invisibles, ne soit pas effacée.

Khalil Aouir

POUR UNE RUPTURE AVEC TOUT SYSTEME D'OPPRESSION ET D'OBSCURANTISME

Le caractère populaire du mouvement qui a toujours porté l'Algérie à couvrir les étapes de son histoire constitue la base même en dehors de laquelle aucune action d'envergure, aucun sursaut émancipateur durable, aucun progrès collectif ne peuvent s'expliquer objectivement.

Par Cheikh Tahar Badaoui

En effet, dès les débuts de l'invasion coloniale au XX siècle ce qui frappe le plus, ce fut l'engagement massif des couches les plus profondes du peuple, notamment dans les campagnes, en un mouvement de résistance qui allait se prolonger durant des décennies, révélant, à travers des fortunes diverses, une remarquable continuité historique.

I/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1er NOVEMBRE 1954

1°) RAPPEL HISTORIQUE

La lutte patriotique qui s'est déroulée en Algérie pendant 130 ans environ face à l'occupation étrangère, se manifestait à travers toutes les formes possibles d'action et avec un soubassement plus ou moins précis de couche sociale et de sens national libérateur, mais selon la même constante visant à sauvegarder la société, son patrimoine foncier, ses acquis historiques et son être collectif.

Première guerre d'indépendance organisée dans le cadre d'un Etat et sous le commandement de l'émir Abd elkader contre les envahisseurs français, de 1832 à 1948; révoltes et soulèvement régionaux de grande amplitude se succédant jusqu'en 1882 (révoltes d'el Mokrani , lala fatma N'Soumer , sidi cheikhes, cheikh Ahadad .., cheikh Bouamama, etc …) et d'une façon beaucoup plus restreinte, jusque dans les débuts du XX siècles , résistance aux séquestres et vols massifs de terres au profit des colons; efforts de récupération acharnés, et parfois réussis, de fonds agraires appartenant à de larges collectivités paysannes spoliées et refoulées, combat politique nationaliste structuré apparu dans les années 1920 et ne cessant d'affirmer, dès lors, une dominante populaire et la revendication pleine et entière de la personnalité algérienne et de l'indépendance du pays, et refus opiniâtre opposé par lui à l'assimilation organique à la nation française, édictée avec la complicité de la bourgeoisie libérale; évènement du 8 Mai 1945 ayant entraîné de la part des colonialistes les massacres effroyables que l'on sait, ce qui allait déterminer les patriotes à choisir, plus tard, les moyens radicaux de lutte armée, déclenchement de la guerre de libération enfin, mobilisant à partir du 1er novembre 1954 et de manière progressive, les forces militantes d'avant garde, les paysans et la nation dans son ensemble pour les engager dans la voie d'une véritable révolution tout cela exprimait la volonté du peuple algérien d'abolir un passé de mépris de la personne humaine et de droit des gens, d'obscurantisme et d'assujettissement à l'occupant étranger.

2/ IMPACTS IDEOLOGIQUES DE LA REVOLUTION DU 1 er NOVEMBRE 1954

Cette volonté de devenir national et de rupture violente avec le système colonialiste n'a cessé d'animer, la révolution dans les prolongements insoupçonnées et la vigueur accrue, au fur et à mesure qu'une guerre de génocide et de dévastation multipliait les massacres et accumulait les ruines, ont du même coup transformé profondément la société algérienne, les structures mentales des masses populaires, et le



contenu qualitatif de leurs acquis.

La révolution du 1er novembre 1954 a sauvé par l'action, directe et le recours aux masses opprimées, le courant le plus dynamique du nationalisme populaire algérien. Les divers paliers de la prise e conscience liée au déroulement de la guerre de libération (ALN) entre 1954 et 1962, se situent en amont et en aval d'impacts révolutionnaires décisifs par lesquels l'Algérie militante rompait irrévocablement avec l'existence des partis politiques attentistes devenus inopérants dans la dernière décennie de 1ére coloniale, avec les utopies du libéralisme bourgeois, la démagogie sectaire, le goût du compromis, les incertitudes, illusions et velléités quant au choix des voies et moyens propres à assurer pour toujours l'édification du pays et son indépendance nationale sur des bases conformes à la justice sociale, au progrès économique et culturel et à la souveraineté inaliénable du future Etat Algérien.

A ces impacts idéologiques internes, il convient d'ajouter ceux qui déterminèrent, au moment de la lutte armée, de grandes répercussions dans le monde entier, répercussions grâce auxquelles la révolution algérienne allait contribuer indirectement à hâter l'accession à l'indépendance du Maghreb et du reste de l'Afrique, à renforcer le courant anti-



impérialiste chez les peuples arabes et à déterminer, partout ailleurs, une appréciation plus juste des problèmes de l'oppression colonialiste et de la décolonisation.

Dès les débuts de la guerre de libération, l'idée de l'instauration d'une société nouvelle au profit des masses populaires gagnait du terrain et s'approfondissait au fur et à mesure de l'expérience acquise. La radicalisation de la lutte armée, les sacrifices énormes qui furent consentis (1 million et demi de martyrs, en l'occurrence) pour le triomphe de la cause nationale, la fusion complète pendant sept ans et demi entre le FLN et L'ALN, les petits salariés et artisans et les paysans pauvres engagés dans le combat, ont contribué à approfondir davantage le contenu démocratique et populaire du future Etat Algérien et à affermir la volonté de tout mettre en oeuvre, plus tard, afin que le développement du pays ne serve pas à enrichir une minorité d'affairistes et de privilégiés, mais puisse se réaliser, au contraire, au profit des masses populaires.Toutefois, malgré les immenses progrès réalisés par l'Algérie dans tous les domaines qui sont considérés 'une façon générale comme un défi au sous-développement, il reste cependant beaucoup à faire en vue d'un développement harmonieux économique social et culturel. Mais cela ne pourra se réaliser que par un Islam vivant.

II/ L'ISLAM, FERMENT A LA FOIS DE VIE INTERIEURE ET D'ACTION LIBERATRICE

1/ L'ISLAM EST L'UN DES REMPARTS LES PLUS PUISSANTS DE NOTRE PERSONNALITE HISTORIQUE

Partie intégrante de notre personnalité historique l'Islam se révéla l'un de ses remparts les plus puissants contre toutes les entreprises de dépersonnalisation. C'est dans un Islam militant, austère, où par le sens de la justice et de l'égalité, que le peuple algérien s'est retranché aux pires heures de la domination coloniale et qu'il a puisé cette énergie morale, cette spiritualité qui l'ont préservé du désespoir et lui ont permis de vaincre.

La révolution algérienne pour le bienêtre de tous entre, dans la perspective historique de l'Islam. L'Islam, dans son esprit bien compris, n'est lié à aucun intérêt particulier, à aucun clergé spécifique, ni à aucun pouvoir temporel. Ni le féodalisme sous tous ses formes, ni le capitalisme ne peuvent le revendiquer ou s'en prévaloir. L'Islam a apporté au monde une conception très élevée de la dignité humaine qui condamne le racisme, le chauvinisme, l'exploitation de l'homme par l'homme … son égalitarisme foncier peut trouver une expression adaptée à chaque époque.

Il appartient donc aux peuples musulmans dont le destin aujourd'hui, se confond avec celui du tiers Monde de prendre conscience des acquis positifs de leur patrimoine culturel et spirituel, de le réassimiler à la lumière des valeurs et des mutations de la vie contemporaire. C'est dire que toute entreprise qui se fixe, aujourd'hui, pour objectif une reconstruction de la pensée musulmane doit, pour être crédible, renvoyer obligatoirement à une entreprise beaucoup plus vaste : la refonte totale de la société. Unis, tous les hommes de foi peuvent faire émarger la seule force irrésistible : celle de Dieu présent dans l'histoire.

2/ RESOUDRE LES PROBLEMES DE NOTRE TEMPS

C'est seulement à partir de cette réactivation de la spiritualité islamique, de cet " Ijtihad", de cette renaissance de la pensée critique et vivante, de cette lecture du Saint Coran comme une interpellation toujours nouvelle et toujours actuelle, de cet effort fraternel et confiant pour comprendre les non musulmans, que nous pourrons, en alliance avec tous ceux qui aiment l'avenir, résoudre les problèmes de notre temps, et réanimer l'espérance.

Ces problèmes majeurs sont au nombre de trois :

a) Maîtriser les sciences et les techniques pour les mettre au service de la libération et de l'épanouissement de l'homme et non de son asservissement et de sa destruction.

b) Orienter la croissance économique qui est, en occident et dans le monde qu'il domine, une croissance aveugle, sans finalité humaine, et nous orienter vers un modèle de développement qui donne à chaque être humain les moyens de déployer toutes les possibilités que Dieu lui a accordées.

c) Réaliser une révolution culturelle profonde qui donne à la culture sa véritable mission: non plus nous acheminer, par le positivisme athée et l'individualisme vers le désespoir, mais faire prendre conscience des fins et du sens de la vie et de l'histoire et opérer une mutation radicale du système actuel de communication afin que les " médias" (presse, radio, télévision, cinéma, édition) ne sélectionnent plus les " faits" selon les critères commerciaux ou politiques de la violence, du sexe, du " sensationnel" mais aident à découvrir, dans notre histoire présente, les " signes" de Dieu révélant le sens de ce qui est entrain de mettre et de se développer.

Pour être le levain du monde nouveau, il faut le pénétrer tout entier. Le Coran, aujourd'hui comme au VII siècles, s'il n'est par lu avec les yeux des morts, peut redonner une âme nouvelle à des civilisations en voie de désintégration spirituelle, comme l'étaient autrefois Byzance et la Perse, comme l'est aujourd'hui l'Occident dans sa version américaine comme dans sa version soviétique. Seul, personne ne peut rien, Unis on peut tout faire.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Fatigue mentale : quels sont les symptômes révélateurs ?

Il est parfois très difficile de connaître ses limites psychiques or cela peut rapidement conduire à l'épuisement.



"La fatigue mentale est décrite lorsque la personne n'est plus capable de réussir à réaliser des raisonnements ou réflexions habituelles. Celles-ci, qui étaient jusque là simples et fluides, prennent alors du temps, voire deviennent impossibles, avec une impression d'oublier des éléments évidents, et de ne plus avoir suffisamment d'énergie pour y penser", définit Céline Dahan, psychologue clinicienne. Plusieurs signes sont caractéristiques :

Des difficultés à réaliser des réflexions simples ;
Oublier des choses simples ;
Faire des erreurs ;
Ne plus avoir l'impression de pouvoir gérer émotionnellement et relationnellement certaines choses qu'on pouvait gérer avant ;
Une hyperactivité psychique et un épuisement qui peuvent avoir un impact physique :
Ne plus s'alimenter correctement, ou au contraire, manger en grande quantité ;
Sommeil : certaines personnes dorment beaucoup quand d'autres sont impactées dans leur capacité à se reposer donc dorment mal ;
Douleur : "Le corps manifeste le besoin de se reposer même s'il n'y a pas de raison physique. L'épuisement psychique peut donc se manifester par des douleurs au ventre ou respiratoires comme lorsque le diaphragme est bloqué."
A noter que "la fatigue mentale peut être un des symptômes de la dépression. Il peut y avoir un épuisement lié aux ruminations anxieuses, notamment lorsqu'on pense à des choses alors qu'a priori on ne peut pas faire plus que ce qu'on a déjà fait".

Les personnes altruistes et humanistes plus à risque de fatigue mentale

L'épuisement physique ou psychique peut survenir quand la personne a trop de choses à faire ou à penser. Si physiquement il est possible de connaître ses limites, psychiquement, il est plus difficile de savoir jusqu'où on peut aller avant d'être en souffrance.
Les personnes qui ont des valeurs altruistes, humanistes, qui sont régulièrement sollicitées par leur entourage ou ont une organisation jusqu'aux limites de ce qu'ils peuvent prendre en charge psychiquement, sont plus à risque de connaître un épuisement psychique. Le fait de chercher des solutions ou des réponses sur des problématiques qui ne dépendent pas de soi peut entraîner des risques supplémentaires : "En plus de s'épuiser, on peut baisser en estime de soi et en confiance en soi."

Les techniques pour retrouver de l'énergie

Selon Céline Dahan, il est essentiel de récupérer de l'énergie et de trouver des techniques qui permettent d'aller se reposer. La marche, le yoga, la méditation ou encore l'hypnose sont autant de moyens qui permettent de récupérer de l'énergie et encouragent pleinement à respirer, dormir et manger.

Epuisée, que faire contre la fatigue mentale ?

Dans notre société actuelle, la fatigue glisse de plus en plus vers un versant psychologique et chronique. On parle de plus en plus de la fatigue mentale.
Apprendre à mettre en place des exercices pour faire des pauses psychiques plusieurs fois dans la journée en se faisant une tisane,allant à l'extérieur est très important.
L'arrêt de travail ou la mise au repos aident justement à mettre un terme à ce processus négatif et à amorcer une récupération d'énergie. Enfin, il est indispensable de réinstaller des repères protecteurs pour que cela ne se reproduise pas : "Qu'est-ce qui a généré cet emballement ? Si j'ai trop de choses auxquelles penser, qu'est-ce que je peux déléguer ? Je dois reconnaître tous les systèmes toxiques qui me mettent en danger." L'idée est de récupérer pour pouvoir être concentré à nouveau et avoir la satisfaction de résoudre des problèmes.

Symptômes de la méningite : nuque raide, fièvre ?

LA MÉNINGITE entraîne des symptômes caractéristiques qu'il ne faut pas négliger puisqu'elle peut mettre en jeu le pronostic vital.
Une étude publiée l'Institut Pasteur en novembre 2023 dans la revue Journal of Infection and Public Health met en évidence "un rebond sans précédent" de la méningite à méningocoque (type de méningite bactérienne) en France depuis l'arrêt des mesures sanitaires mises en place pendant l'épidémie de Covid-19. La méningite correspond à une inflammation des méninges, les membranes qui enveloppent le cerveau et la moelle épinière. Elle peut survenir à tout âge, y compris chez l'adulte, mais se déclare particulièrement chez le bébé de moins d'un an et l'adolescent. A la différence des méningites virales qui sont généralement bénignes, les méningites bactériennes sont des infections très graves, mortelles dans 10% des cas. Tour des 11 symptômes avant-coureurs.

1. Un mal de tête violent

"Des maux de tête intenses et violents sont l'un des signes typiques d'un début de méningite, aussi bien chez l'enfant que chez l'adulte. Ces céphalées sont exacerbées par une exposition au bruit et à la lumière et ne sont pas calmées par des antidouleurs classiques", décrit le Dr Taha. En revanche, les maux de tête sont difficiles à détecter chez l'enfant en bas âge, qui n'est pas encore capable de s'exprimer. Une céphalée qui persiste et ne disparaît pas grâce à des médicaments est un signe à ne pas négliger : il est important de consulter un médecin.

2. Une fièvre qui dure

"Une fièvre supérieure à 38°C, qui apparaît brutalement, persiste et ne baisse pas est un symptôme à ne pas prendre à la légère, aussi bien chez le bébé que chez l'enfant et l'adulte. Cela ne signifie pas forcément qu'il s'agit d'une méningite, mais il faut y penser, insiste notre expert.
On explique souvent aux parents que les 19 premières heures de la méningite ressemblent à une grosse grippe, avec des symptômes similaires : vomissements, fièvre, douleurs abdominales, grande fatigue..."

3. Une nuque raide

"La raideur de la nuque indique une contracture de défense des muscles de la nuque lors d'une inflammation des méninges. Elle est accompagnée de douleurs permanentes, pouvant être parfois insupportables", explique le Dr Taha. Consultez un médecin en urgence.
► Chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte, une nuque raide associées à des douleurs insupportables est l'un des symptômes typiques de la méningite.



► Chez le nourrisson et le bébé, au contraire, une nuque molle -et non raide comme chez les plus âgés- ainsi qu'une fontanelle bombée (espace membraneux entre les os du crâne encore non attachés les uns aux autres chez le nouveau-né) sont des signes d'alerte.

4. Une intolérance brutale à la lumière

"Une intolérance ou une extrême sensibilité à la lumière naturelle ou artificielle - appelée photophobie- est un signe typique de la méningite chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte", indique le spécialiste.
Concrètement, un individu souffre de photophobie quand, lorsqu'il regarde une source lumineuse, il a des douleurs oculaires et d'importants maux de tête. La photophobie peut être la manifestation d'une simple migraine ou d'une maladie bénigne, voire dans certains cas d'une méningite. Parlez-en à un médecin.

5. Des vomissements

"En cas de méningite, les vomissements et les douleurs abdominales apparaissent assez tôt, généralement dans les 15 premières heures de l'infection", explique le Dr Taha. Souvent provoqués par des changements de position, ces vomissements "en jet" se déclenchent sans effort et sans rapport avec les repas. En cas de vomissements associés à d'autres symptômes typiques de la méningite (nuque raide chez l'enfant ou l'adulte, nuque molle chez le bébé, céphalées, teint blême, fièvre, hypersensibilité à la lumière...), consultez rapidement un médecin qui pourra poser un diagnostic et envisager un traitement adapté.

6. Des douleurs dans les jambes

"Dans les premières heures de certaines méningites bactériennes (types W et C), les douleurs au niveau des jambes, des cuisses ou de la colonne vertébrale (rachialgies) sont à surveiller car elles peuvent être le signe d'une septicémie, explique l'expert. En passant dans le sang, la souche de la bactérie peut entraîner une inflammation des vaisseaux sanguins qui irriguent les jambes, ce qui provoque des douleurs." Attention, une douleur aux jambes ou aux cuisses n'est pas forcément une manifestation d'une méningite. Elle peut l'être si elle est associée à d'autre signes comme de la fièvre, les extrémités des membres froides, des céphalées ou de la fièvre...

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:14	12:13	15:11	17:33	18:56	05:18	12:17	15:16	17:38	19:00	05:33	12:31	15:31	17:53	19:15	05:22	12:22	15:28	17:50	19:08	05:40	12:38	15:38	18:00	19:22	05:44	12:43	15:43	18:05	19:26	05:47	12:46	15:46	18:08	19:30

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8630 – SAMEDI 31 OCTOBRE 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	22°	14°
Oran	23°	16°
Constantine	18°	9°
Ouargla	29°	15°

SOMMET RUSSIE – AFRIQUE

Tebboune plaide pour une refonte de la gouvernance mondiale

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a plaidé, jeudi, pour une refonte du système international actuel incarné par les Nations-Unis, réaffirmant, au demeurant, l'attachement de l'Algérie aux règles du droit international. Dans un discours lu en son nom par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, Tebboune a mis l'accent sur «le respect de la souveraineté des États et de leur intégrité territoriale, le règlement pacifique des différends et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes».



Il a, à cet égard, réitéré le soutien de notre pays au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux principes et résolutions de la légitimité internationale pertinents. Évoquant les défis sécuritaires auxquels fait face le continent, le chef de l'État a insisté sur la nécessité d'adopter «une approche globale et intégrée de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, fondée sur la combinaison du traitement sécuritaire et du traitement des causes profondes de ces phénomènes». Il a rappelé les recommandations et initiatives qu'il a présentées en sa qualité de Champion de l'Union africaine pour la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, visant à consolider une approche continentale fondée sur «la prévention, l'anticipation et le renforcement des capacités des États» face aux menaces terroristes.

PLAIDOYER POUR UNE REPRÉSENTATION AFRICAINE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Évoquant la réforme de la gouvernance mondiale, le Président Tebboune a réitéré le nécessaire droit de permettre au continent africain d'occuper «la place qui lui revient» sur la scène internationale. Il a souligné la nécessité de réformer le Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de garantir «une représentation africaine juste et équitable dans le processus de décision internationale», conformément à la position africaine commune, notamment le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte.

Sur le chapitre de la coopération et la solidarité africaines, le Président de la République a affirmé la poursuite des efforts de l'Algérie visant à renforcer les liens de fraternité et de solidarité avec les pays africains frères, à soutenir les trajectoires de développement, l'échange d'expériences et le renforcement des capacités, ainsi qu'à promouvoir la coopération Sud-Sud. Il a également mis en relief l'importance des projets intégrateurs et structurants qui renforcent la connectivité continentale, «au premier rang desquels la Route Transsaharienne, les projets d'interconnexion énergétique et de télécommunications, le projet de gazoduc transsaharien», ainsi que les initiatives visant à activer la Zone de libre-échange continentale africaine.

VERS UN PARTENARIAT RUSSO-AFRICAIN ÉQUILIBRÉ

Le chef de l'État a par ailleurs salué le rôle joué par la Fédération de Russie dans le renforcement de ses relations avec les pays africains et dans l'accompagnement des efforts du continent en matière de développement économique et social. Il a relevé l'importance des initiatives visant à élargir les domaines du partenariat russo-africain et à renforcer le dialogue et la coordination sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun. Dans ce cadre, le Président Tebboune a mis en avant la volonté de l'Algérie à poursuivre l'action en vue de consolider les relations de coopération et de partenariat entre la Russie et les pays africains et de les hisser à des niveaux plus élevés, «sur la base du respect mutuel et de l'égalité», afin de garantir un partenariat équilibré et durable répondant aux priorités de développement du continent. Il a enfin souligné l'importance de traduire la volonté politique commune en «projets concrets et en résultats pratiques», de nature à renforcer les échanges économiques et commerciaux, à encourager les investissements et à élargir les perspectives de coopération au service des intérêts communs des peuples russe et africain. Le Sommet, le 3e du genre après celui de Sotchi en 2019 et de Saint Petersburg en 2023, s'est conclu par l'adoption de trois documents : la Déclaration du troisième Sommet Russie-Afrique, le Plan d'action du Forum de partenariat russo-africain 2027-2029, ainsi que la Déclaration sur les usages civils de l'intelligence artificielle.

De notre envoyé spécial,
Kamel Mansari



ELECTIONS LOCALES
Lancement de campagne jeudi prochain

LA CAMPAGNE électorale pour les élections locales débutera officiellement le 5 novembre prochain, a fait savoir jeudi le vice-président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Lahcen Zeghidi, en marge du tirage au sort pour la répartition des créneaux horaires d'intervention des candidats dans les médias publics audiovisuels.
Dans le même contexte, M. Zeghidi a indiqué que l'enregistrement des candidats représentant les partis politiques et les listes indépendantes en lice, dans les studios de la Télévision algérienne et de la Radio nationale débutera «72 heures avant le lancement de la campagne électorale», précisant que les enregistrements seront diffusés à partir du jeudi 5 novembre 2026.
A cette occasion, il a réitéré, «la pleine disponibilité de l'ANIE» pour assurer le bon déroulement de cette échéance électorale.
En marge du tirage au sort pour la répartition des créneaux horaires d'intervention des candidats dans les médias publics audiovisuels, les représentants des partis politiques et des listes indépendantes candidates ont signé la charte d'éthique des pratiques électorales.

S. N.

72e ANNIVERSAIRE DU DÉCLENCHEMENT DE LA RÉVOLUTION

Inaugurations et ferveur patriotique à Béjaïa

LE COUP d'envoi des festivités commémoratives du 72e anniversaire du déclenchement de Révolution de libération nationale a été donné à Béjaïa sous l'impulsion des autorités locales, menées par le nouveau wali Mohamed Meziane. Placée sous le signe de la mémoire et du développement local, la manifestation a été marquée par l'inauguration d'infrastructures de base, le raccordement de foyers au gaz naturel, ainsi que de grands rendez-vous dédiés à la culture et à la jeunesse. Ces festivités marquent d'une pierre blanche cette date historique pour l'Algérie, traduisant une volonté de répondre aux attentes pressantes de la population par des réalisations concrètes. A Darguina, un nouvel ouvrage d'art stratégique reliant le chemin de wilaya n° 17 (CW17) au point kilométrique 22+800 a officiellement été ouvert à la circulation, afin de fluidifier le trafic routier, sécuriser les usagers et dynamiser l'économie locale. Toujours dans la même commune, plus de 150 foyers des villages relevant des villages d'Aït Felkaï et d'Aït Slimane poussent désormais un soupir de soulagement à l'approche de l'hiver après la mise en service du réseau de gaz naturel a été mis en service à leur profit. Un acquis de taille qui illustre la dynamique de la wilaya, dont le taux de raccordement au gaz dépasse désormais 90 %, concrétisant l'objectif de désenclavement des zones rurales. En marge de ces visites de terrain à Darguina et Souk El-Tennine, M. Meziane est allé à la rencontre de la société civile et des riverains. A l'écoute des doléances locales, le chef de l'exécutif de la wilaya a réitéré son engagement à traiter les préoccupations selon les priorités et les ressources disponibles, tout en plaçant le secteur de l'Education au cœur des priorités pour offrir aux élèves un environnement propice à la réussite. La solidarité et le droit au logement n'étaient pas en reste. Dans la daïra de Timezrit, une opération de tirage au sort s'est déroulée à la maison de jeunes de Timezrit, sous l'œil d'un huissier de justice et des services de l'OPGI, pour attribuer officiellement le quota de 50 logements publics locatifs (LPL) de Timelahines. La ferveur patriotique transcende les frontières et s'empare de la culture. Le Théâtre régional «Abdelmalek Bouguermouh» accueille ainsi la 18e édition du Festival national de l'hymne patriotique de la jeunesse, organisée jusqu'à demain 1er novembre sous le slogan «L'hymne patriotique… La voix de la jeunesse et le message d'appartenance». Cet événement rassemble l'élite de la jeunesse créative venue de 17 wilayas du pays. Dans le même esprit de transmission mémorielle, la diaspora n'est pas en reste. Une soirée de projection et de débat en duplex entre Montréal et Béjaïa, co-organisée par l'Acaq et le Gehimab ce 31 octobre, met à l'honneur le documentaire Tanekra de Djillali Boukheddad (consacré à l'insurrection de Cheikh Aheddad en 1871) ainsi que la pièce Ckeikh Aheddad d'Omar Fetmouche, unissant les rives pour célébrer la mémoire nationale. Par ces multiples actions de terrain, la commémoration du 72e anniversaire de la Révolution s'affirme non seulement comme un hommage vibrant aux vaillants Chouhada, mais aussi comme le moteur d'un avenir tourné vers le progrès et le bien-être du citoyen.

N. Bensalem